

Tendances lait et viande

La lettre de conjoncture - cne - Institut de l'Élevage (peb)

Consultable sur le site web de l'Institut de l'Élevage : www.idele.fr

Janvier 2018

Numéro 286

Rédaction achevée le 15 janvier 2018

REGARDS
sur les
MARCHÉS

viande bovine

Jeunes bovins

*France, le manque d'offre tire les prix
Europe, des cours à la hausse*

Femelles

*France, les prix sous pression
Europe, les prix divergent à nouveau*

Maigre

Une fin d'année dynamique

Veaux de boucherie, un marché assaini

Veaux nourrissons, toujours plus d'export vers l'Espagne

lait de vache

- Collecte, production européenne bien relancée
- Marchés des produits laitiers orientés à la baisse

viande ovine

- France, le manque d'agneaux a soutenu la cotation jusque fin décembre
- UE et Monde, d'importants reports d'abattages d'agneaux britanniques sur 2018

lait de chèvre

- Collecte de lait de chèvre relancée et importations croissantes
- Chevreau, un marché peu animé

le chiffre du mois

-2,2%

c'est la baisse du nombre de vaches
allaitantes en France en un an, à
3,946 millions de têtes au 1^{er}
décembre 2017.

zoom

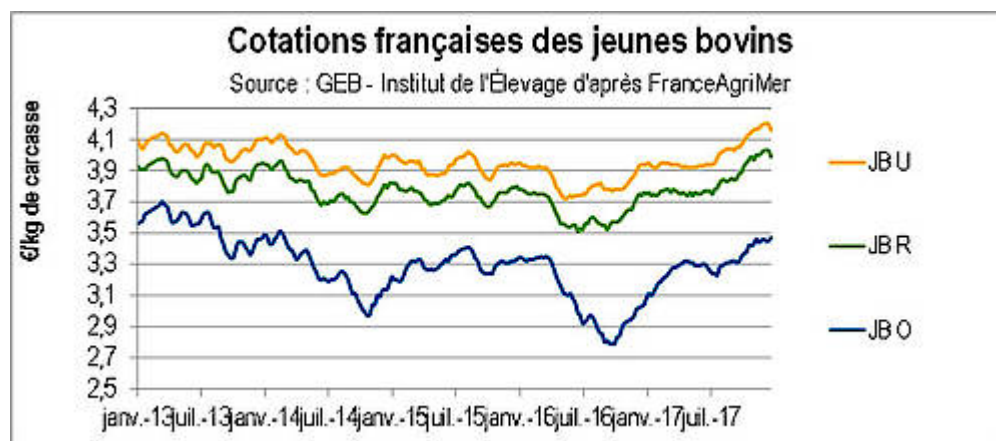
**Matières premières, des cours
au plancher**

Jeunes bovins en France : le manque d'offre tire les prix

Les effectifs restreints tirent les cours qui terminent l'année 2017 au plus haut.

Les cotations en hausse en fin d'année

Les cotations des JB de race à viande ont progressé jusqu'en fin d'année pour atteindre 4,16 €/kg pour le JB U (+8% /2016) et 3,99 €/kg pour le JB R (+8% /2016). Même tendance pour le JB O qui clôture l'année (semaine 52) à 3,47 €/kg (+15% /2016). Les prix français sont tirés par une embellie qui semble durable sur les marchés italien et allemand. Ils profitent en outre de l'érosion de l'activité d'engraissement en France, enregistrée depuis de nombreux mois pour les JB laitiers.



Des sorties parcimonieuses

Au 1^{er} décembre, les effectifs de mâles de type viande de 14 à 24 mois présents en ferme étaient en hausse par rapport à leurs niveaux de 2016 à pareille époque (+5% /2016 soit +17 000 têtes). Malgré des disponibilités étoffées en ferme, les abattages de JB allaitants ont fléchi de 10% /2017 en décembre selon l'indicateur mensuel de Normabev.

Du côté des mâles laitiers, les effectifs des 18 à 24 mois étaient en retrait au 1^{er} décembre (-6% /2016 soit -5 000 têtes). Faute de disponibilités suffisantes les abattages de taurillons laitiers étaient en baisse (-6% /2016).

Des exportations de viande en légère hausse

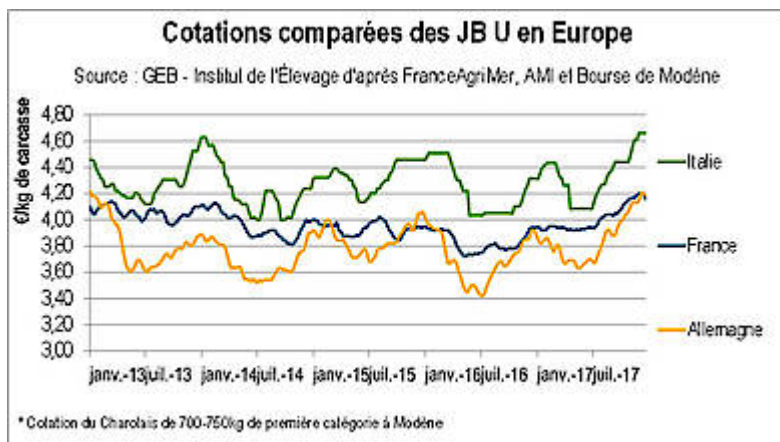
Sur les 10 premiers mois de l'année, les exportations françaises de viande bovine ont totalisé 199 000 téc (+1% /2016 ; +1% /2015). Les flux de viande réfrigérée ont reculé vers les 3 principaux débouchés de la France : -5% à 60 600 téc vers l'Italie, -5% à 35 900 téc vers la Grèce, devenue le 2^{ème} client, et -2% à 35 000 téc vers l'Allemagne, rétrogradée en 3^{ème} position. Dans le même temps, les envois ont été dynamiques vers des destinations secondaires : +55% vers l'Espagne à 1 800 téc, +48% vers la Belgique à 7 200 téc et plus récemment vers la Turquie (2 400 téc envoyées à l'automne en réponse à un appel d'offre). Des contacts appuyés entre des opérateurs français avec des interlocuteurs turcs ont eu lieu en fin d'année 2017 pour répondre à un éventuel appel d'offre dans les semaines à venir.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

JB en Europe : des cours en hausse

Tous les signaux sont au vert. Les cours des JB en Europe finissent l'année au plus haut, grâce à une demande ferme, notamment en Italie.

Italie : un vent d'optimisme pour la production



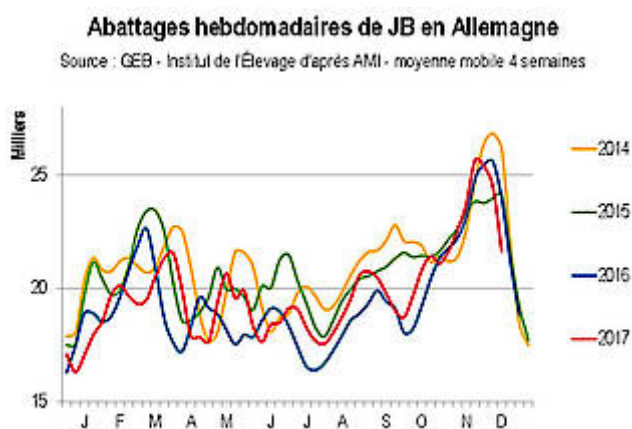
Après une stabilisation sur la période avril-juillet, la cotation du JB Charolais de 700-750 kg à la bourse de Modène n'a pas cessé de grimper pour atteindre fin décembre 2,75 €/kg vif (+8% /2016). La cotation du Croisé national a suivi la même tendance à 2,43 €/kg vif (+1% /2016). Celle du mâle limousin de 600-650 kg a bondi lui aussi pour atteindre 2,83 €/kg (+5% /2016). Seules les cotations des femelles, charolaises et limousines, restent stables depuis plusieurs mois à respectivement 2,63 €/kg (+1% /2016) et 2,98 €/kg (= /2016).

Cette bonne tenue des cours est à mettre sur le compte de la reprise de la consommation dans la botte, après 10 ans de baisse quasi-ininterrompue. Sur les 9 premiers mois de l'2017, les achats des ménages ont progressé en volume (+1,7% /2016) comme en valeur (+2,0%) d'après le panel ISMEA-Nielsen.

La BDNI italienne faisait état d'une hausse du nombre de mâles de 1 à 2 ans présents dans les ateliers fin décembre (+22 000 têtes ou +5% /2016). En revanche, les mâles de 0 à 12 mois étaient moins nombreux que l'année précédente (-15 000 têtes ou -1%). Les sorties devraient se maintenir en début d'année 2018.

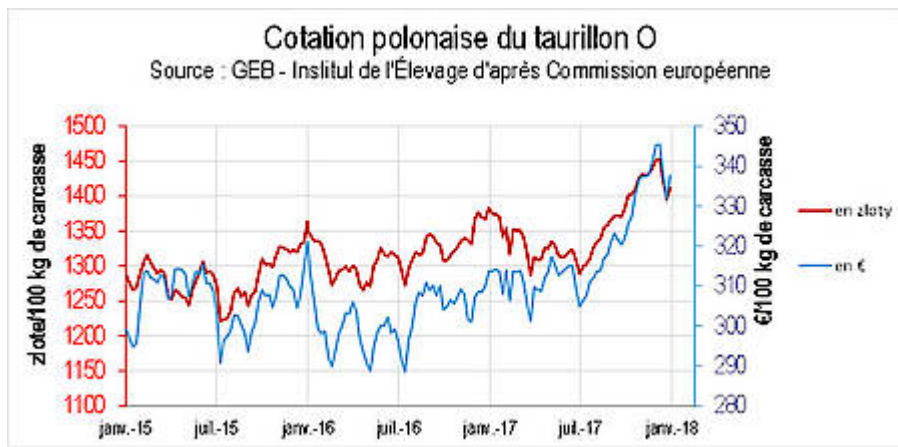
Allemagne : abattages en retrait et cotations en hausse

En Allemagne, les sorties de taurillons ont fortement baissé sur les 4 dernières semaines de l'année (-10% /2016 selon l'indicateur AMI). En conséquence, les cours ont continué leur progression. La cotation du JB U a terminé l'année à 4,19 €/kg de carcasse (+7% /2016 ; +4% /2015). Celle du JB R à 4,12 €/kg (+7% /2016 ; +4% /2015) et celle du JB O à 3,72 €/kg (+7% /2016 ; +3% /2015).



Pologne : des sorties toujours dynamiques

En Pologne, 803 000 taurillons ont été abattus sur les 10 premiers mois de l'année, soit 14% de plus qu'en 2016, ou +100 000 têtes. Convertie en euros, la cotation du JB O polonais termine l'année à 3,65 €/kg de carcasse (+8% /2016).



Les exportations polonaises de viande bovine sont toujours très dynamiques. En cumul sur les 9 premiers mois de l'année 2017, elles ont totalisé 356 000 téc (+12% / 2016 ; +12% / 2015).

Les envois de viande réfrigérée ont progressé vers l'Italie (66 000 téc ; +9% / 2016), l'Allemagne (39 000 téc ; +6% / 2016) et l'Espagne (22 000 téc ; +25% / 2016). A l'inverse, les expéditions ont chuté vers les Pays-Bas (23 000 téc ; -20% / 2016) où les abattages massifs de vaches de réforme ont réduit les besoins en viande importée.

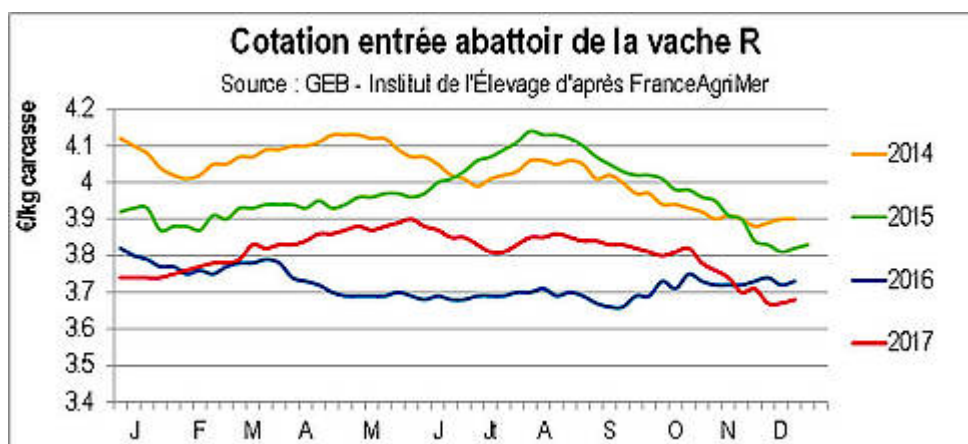
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

Femelles en France : les prix sous pression

Le cheptel allaitant a amorcé une baisse sévère, sous l'effet de nombreuses réformes qui pèsent sur les cours. Le manque de ressort de la demande intérieure participe aussi à l'affaissement des prix, tout comme la toute relative reprise des importations de viande bovine.

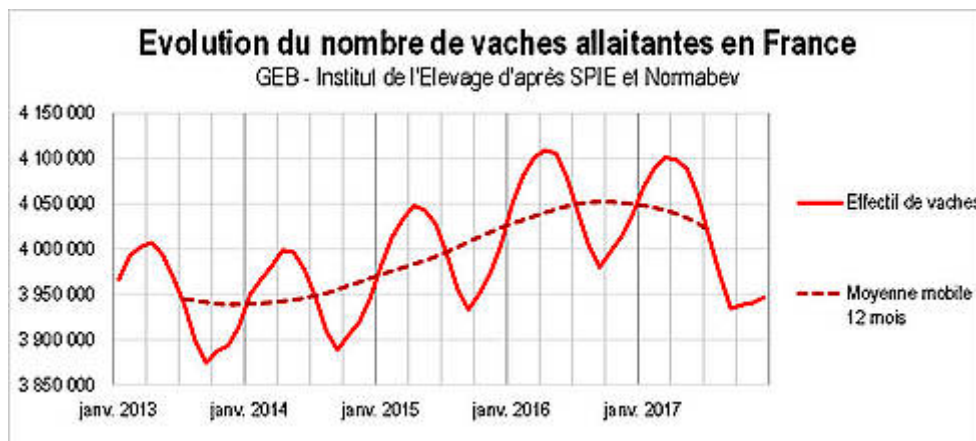
Prix des allaitantes au plus bas

Sous le poids des sorties, les prix des vaches allaitantes ont terminé l'année au plus bas, passant même sous leur mauvais niveau de 2016. La vache R cotait 3,68 €/kg de carcasse fin décembre (-1% /2016 ; -4% /2015) et la vache U 4,24 €/kg (-4% /2016 ; -5% /2015). Grâce à une offre en retrait, les vaches laitières s'en sortent mieux : à 3,10 €/kg pour la vache O (+3% /2016 ; +4% /2015) et 2,70 €/kg pour la P (+3% /2016 ; +6% /2015).



La décapitalisation allaitantes engendre un important surcroît de réformes

Après 3 années de capitalisation, le cheptel allaitant français a inversé sa dynamique. Alors que le cheptel était encore stable d'un an sur l'autre le 1^{er} mars, il affichait un net recul le 1^{er} décembre (-2,2% /2016), revenant à son niveau de fin 2014.



Cette inversion de tendances dans le cheptel allaitant a engendré un surplus important de réformes. Sur les 4 semaines de décembre, le nombre de vaches allaitantes abattues était en hausse de 4% /2016 selon l'indicateur hebdomadaire de Normabev. Sur l'ensemble de l'année, les abattages de vaches de race à viande ont dépassé de 6% leur niveau de 2016, et ceux de génisses (moins nombreuses à entrer comme reproductrices) de 2% /2016.

Les réformes laitières sont moins nombreuses

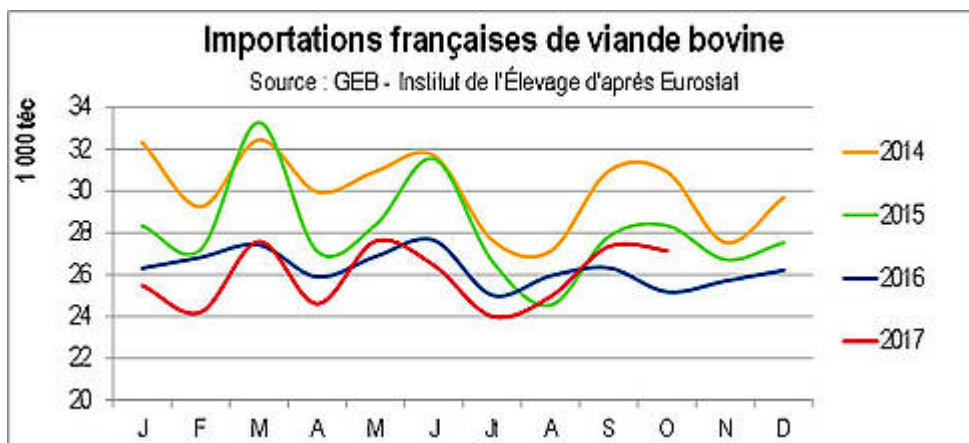
Les effectifs de vaches laitières abattues sont à l'inverse toujours en recul (-2% /2016 sur les 4 semaines de décembre). La baisse du cheptel laitier, à présent relativement régulière (-1,0% /2016 au 1^{er} décembre), et l'amélioration de la conjoncture laitière ont ralenti les réformes.

Consommation toujours en baisse

La consommation par bilan calculée par le SSP s'établit à 1,262 million de téc sur les 10 premiers mois de l'année (-2,2% /2016 ; -3,6% /2015). En comparaison, le panel Kantar affiche une baisse de -1,7% des volumes de bœuf achetés par les ménages sur les 12 premières périodes de l'année (finissant le 26 novembre). La dernière période n'a pas été tellement meilleure que les précédentes : la baisse des achats de viande piécée (-3,5% /2016) a été compensée par une hausse des achats de viande hachée fraîche (+1,6%) et de viande hachée surgelée (+8,3%).

Importations en légère hausse en septembre et octobre

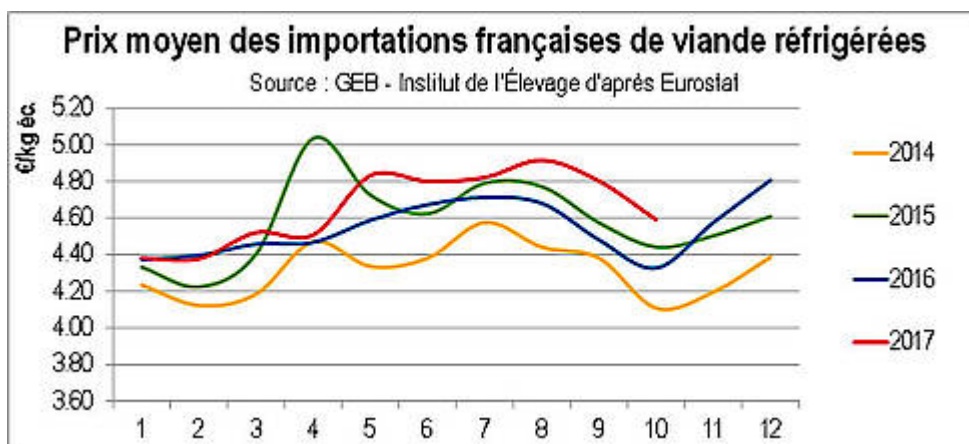
Les importations françaises de viande bovine ont légèrement progressé en septembre (+4% /2016) et octobre (+8%), rompant ainsi la baisse observée depuis de nombreux mois. Cette hausse est cependant toute relative, les volumes importés restant sous les niveaux de 2015 (-2% en septembre et -4% en octobre).



La hausse des volumes abattus dans plusieurs pays de l'UE-28 (Pays-Bas, Irlande et Pologne notamment) a certainement stimulé les flux vers la France à partir de l'automne. Les volumes de viande fraîche et congelée ont progressé en octobre de 11% en provenance des Pays-Bas, à 6 700 téc (veau inclus), de 32% en provenance d'Irlande à 4 500 téc et de 22% en provenance de Pologne.

Des prix d'import plus élevés

En revanche, le prix moyen de la viande importée reste en hausse. En octobre, il était de 4,59 €/kg de carcasse pour la viande réfrigérée (+6% /2016 ; +3% /2015) et de 2,70 €/kgéc pour la viande congelée (+5% /2016 ; +13% /2015).

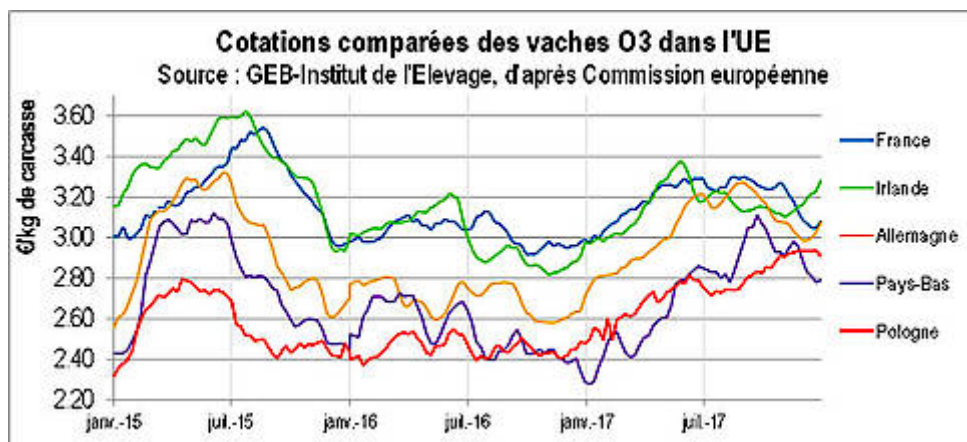


La hausse des prix des viandes importées découle du redressement des cours des vaches de réforme en Europe après une année 2016 au plus bas, mais aussi probablement d'une moindre part de la viande de transformation au profit des découpes, conséquence de l'obligation d'étiquetage de l'origine de la viande dans les plats préparés.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

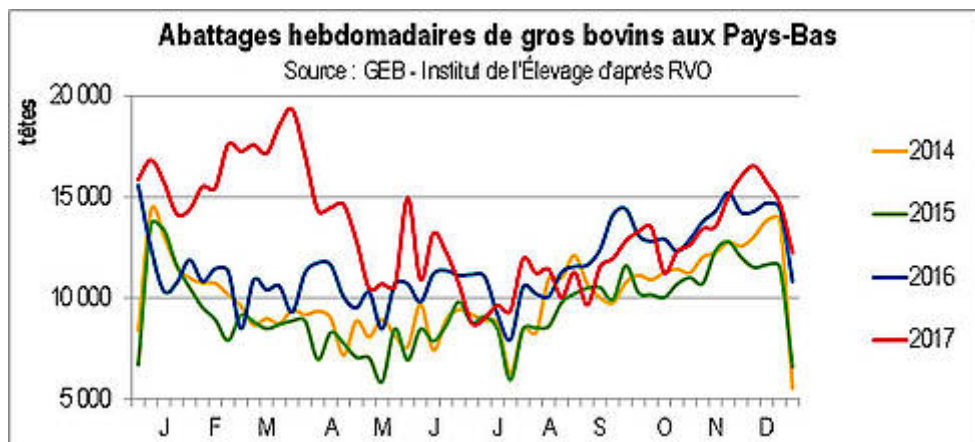
Femelles en Europe : les prix divergent à nouveau

La situation des marchés est contrastée. Les prix allemands suivent une évolution saisonnière classique. Les prix néerlandais chutent en raison d'un afflux de sorties. Les prix polonais profitent d'une valorisation croissante de la viande exportée. Les prix irlandais sont dopés par la demande britannique.



Pays-Bas : toujours beaucoup de vaches

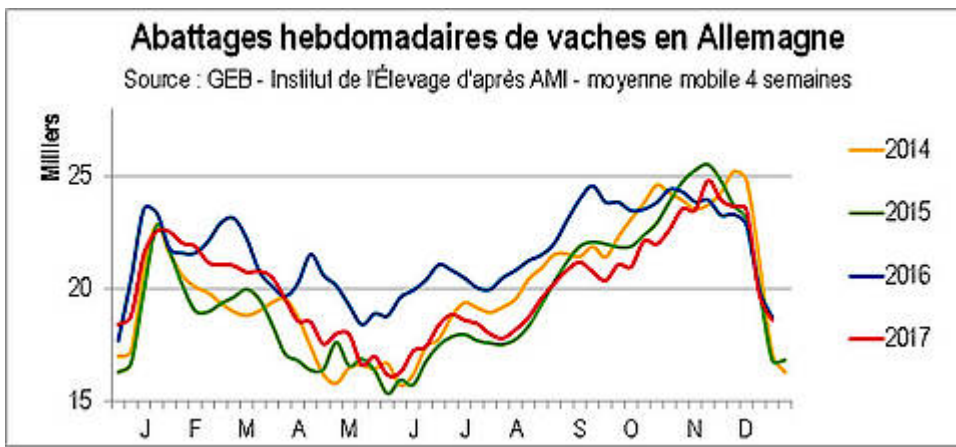
Aux Pays-Bas, les cotations des vaches ont chuté en fin d'année sous l'effet d'un nouveau pic d'abattages. La cotation de la vache O néerlandaise a en effet perdu 20 centimes en 5 semaines pour tomber à 2,79 €/kg de carcasse fin décembre, 12 centimes sous la cotation polonaise. Les réformes de vaches laitières se sont amplifiées à la fin de l'année. D'après le ministère de l'Agriculture néerlandais, les abattages de gros bovins sur les 5 dernières semaines de l'année ont dépassé de 10% leur niveau de 2016 et de 25% celui des 6 dernières semaines de 2015.



Ce surcroît d'abattage ne suffira toutefois pas à rétablir un cheptel compatible avec la réglementation européenne sur les émissions de phosphates. L'enquête cheptel de juin recensait 1,693 million de vaches laitières, soit 50 000 de moins qu'en juin 2016, mais toujours 71 000 de plus qu'en juin 2015.

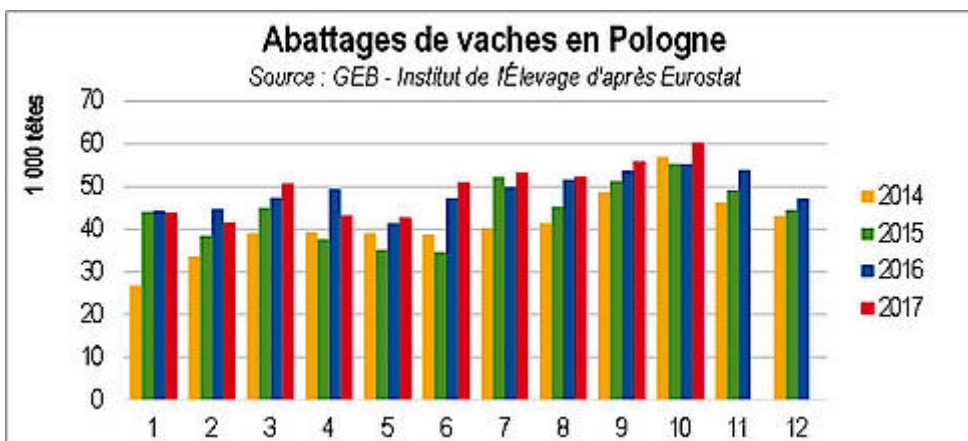
Allemagne : un peu plus de vaches en fin d'année

En Allemagne, les réformes ont été un peu plus nombreuses qu'en 2016 sur la fin de l'année (+1% sur les 8 dernières semaines d'après AMI). Ceci a induit une légère pression sur les cours. Ces derniers sont toutefois restés à un niveau élevé et se sont même redressés comme d'habitude fin décembre, en réponse à la hausse prévue de la demande en viande transformée à partir de janvier. La cotation allemande de la vache O a ainsi fini l'année à 3,07 €/kg de carcasse (+13% /2016).



Pologne : la restructuration se poursuit mais les prix progressent

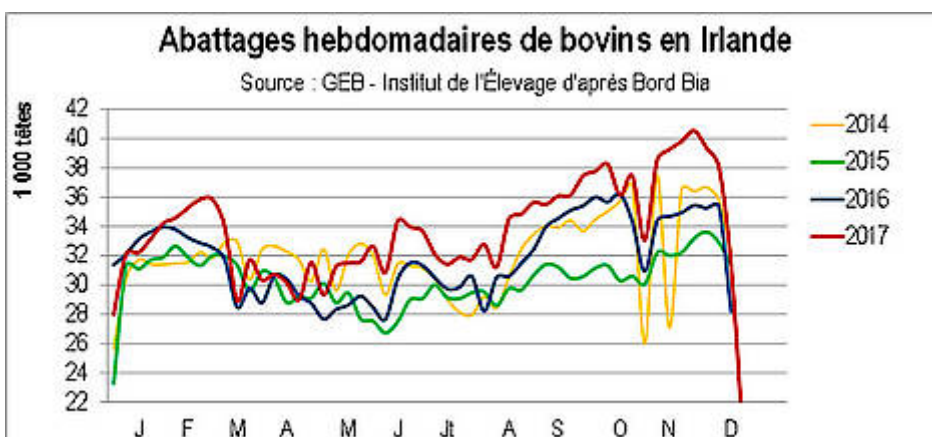
En Pologne, la restructuration laitière se poursuit, et avec elle les nombreuses réformes de vaches. En octobre, 60 000 vaches ont été abattues (+9% /2016 et 2015), ce qui porte à 495 000 têtes le nombre de vaches abattues sur les 10 premiers mois de l'année (+2% /2016 ; +13% /2015).



Ceci ne semble pas peser sur les cours. Au contraire, la cotation polonaise tend plutôt à se rapprocher de la moyenne européenne. Non seulement le zloty s'est légèrement renforcé ces derniers mois, mais la viande polonaise est aussi de mieux en mieux valorisée sur les marchés de l'Europe de l'Ouest. La cotation polonaise de la vache O a ainsi terminé l'année à 2,91 €/kg de carcasse (+17% /2016 ; +19% /2015).

Irlande : les cours se tiennent malgré l'afflux d'offre

En Irlande, les abattages sont restés dynamiques jusqu'à la fin de l'année. Sur les 8 semaines de novembre et décembre, le nombre de bovins abattus a dépassé de 8% celui de 2016 (dont +2% pour les vaches, +12% pour les génisses, -9% pour les bœufs et +25% pour les JB).



Malgré cela, les prix de tous les bovins se tiennent bien, grâce à une demande à l'import dynamique sur le marché britannique et au maintien de la livre sterling depuis l'été. La cotation de la vache O irlandaise a terminé l'année à 3,28 €/kg de carcasse (+10% /2016 ; +9% /2015) et celle du bœuf R à 3,94 €/kg (+7% /2016 ; +4% /2015).

Royaume-Uni : besoins accrus en viande d'import

Les volumes abattus au **Royaume-Uni** n'ont totalisé que 800 000 téc sur les 10 premiers mois de l'année (-4% /2016 ; -2% /2015), alors que la consommation se maintient en volume et progresse en valeur. Sur les 12 semaines finissant le 5 novembre, les volumes de viande bovine fraîche ou congelée achetés par les ménages britanniques étaient stables d'un an sur l'autre selon Kantar, grâce à une hausse du haché (+3%) ; avec un prix moyen en hausse de plus de 3%. Ainsi, pour compenser la baisse de la production intérieure, les importations britanniques se sont élevées à 223 000 tonnes sur 10 mois (+4% /2016 ; +1% /2015), dont 156 000 tonnes en provenance d'Irlande (+5 %/2016 ; +3% /2015).

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

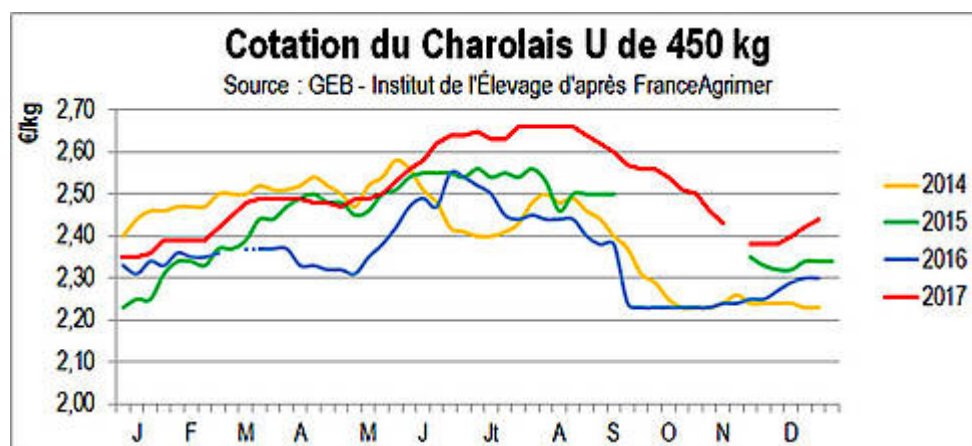
Maigre, une fin d'année dynamique

Les solides demandes italienne et espagnole ont soutenu les cours en fin d'année. Cependant, le commerce du 1er semestre 2018 sera limité par les faibles naissances enregistrées au 2nd semestre 2017.

Les prix de vente élevés des jeunes bovins en Italie ont motivé les engraisseurs à remplir leurs ateliers et à accepter sans concessions les prix plus élevés des broutards hexagonaux. Cette demande dynamique en animaux français s'explique également par la faible concurrence des autres fournisseurs de l'Italie. Les pays de l'Est et l'Irlande privilégient les envois d'animaux maigres ou gras vers les pays tiers, tels que la Turquie, la Lybie ou l'Égypte.

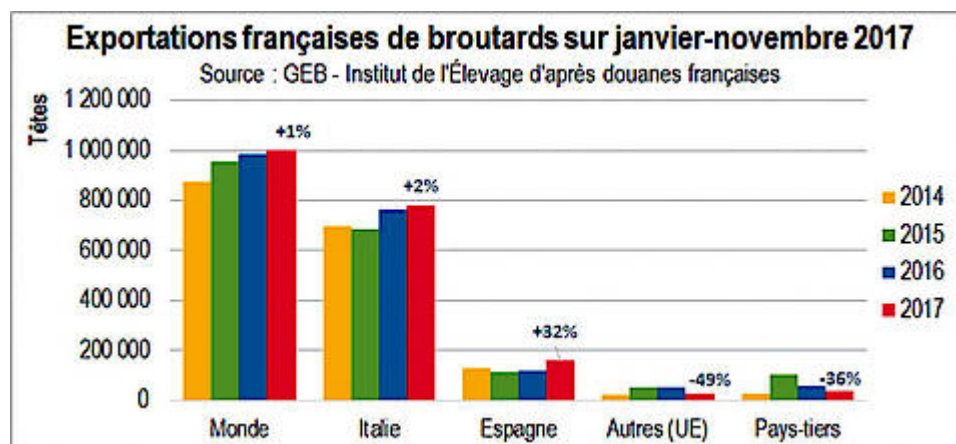
Les achats espagnols n'ont pas faibli et ont également participé à la bonne tenue du commerce en fin d'année. La hausse des exportations d'animaux gras espagnols vers les pays tiers ont effet incité les engraisseurs ibériques à élever leur niveau d'achat, en termes de prix et de qualité.

Ainsi, les cours des Charolais ont progressé en décembre, après le recul subi en novembre. La cotation du Charolais U de 450 kg affichait 2,44 €/kg, un niveau supérieur de 6% à celui de 2016 et de 4% à celui de 2015. Les cours des Limousins n'ont pas subi la baisse saisonnière automnale : ils sont restés stables terminant l'année à des niveaux supérieurs à ceux des trois années précédentes.



Des exportations en hausse

Malgré un recul en novembre (-1,5 % /2016), les exportations françaises d'animaux maigres sont sur les 11 premiers mois de 2017 en légère progression par rapport à 2016 (+1%), avec près d'1 million d'animaux. Le recul des envois vers les pays tiers (-36%), notamment en Algérie et en Turquie, et vers les petits marchés européens (-50%) sont plus que compensés par les achats italiens (+2% /2016) et espagnols(+32% /2016). Le commerce s'est donc recentré sur les deux marchés historiques qui accaparent près de 95% des animaux maigres français exportés, contre moins de 90% en 2016.



Suite à la réouverture du marché turc aux animaux maigres français, aucun envoi n'a pour l'instant été enregistré. Les conditions sanitaires très exigeantes semblent avoir refroidi les ardeurs des opérateurs. Rappelons que l'importation des animaux issus d'élevages situés dans une zone de 20 kms de rayon autour des foyers FCO (sérotypé 4 ou 8) de moins de 60 jours est interdite. Par ailleurs les animaux destinés à l'export doivent être vaccinés contre la FCO (deux injections à 3 semaines d'intervalle, +60 jours de mise en place de l'immunité) et subir en élevage un protocole de désinsectisation pendant 39 jours. Passée cette première étape, les animaux doivent être mis en quarantaine durant 21 jours en centre de rassemblement dans un bâtiment équipé de filets empêchant l'entrée des culicoïdes, vecteurs de la maladie. De plus, les prix actuels des animaux français ne semblent pas concurrentiels sur le marché turc.

Extension de la zone réglementée BTV4 à l'ensemble du territoire continental

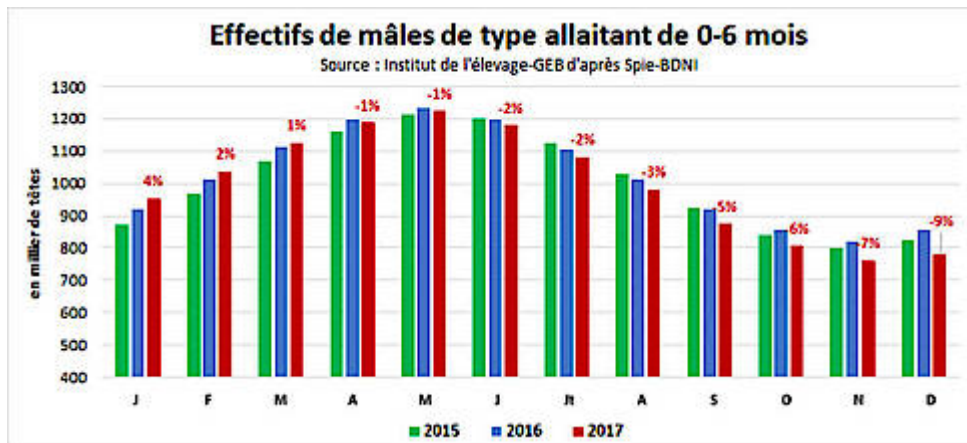
Prenant en compte l'extrême difficulté et le rapport coûts/bénéfices important de l'éradication du sérotype 4, le ministère de l'Agriculture a décidé l'extension de la zone réglementée BTV4 à l'ensemble de la France continentale, à compter du 1^{er} janvier 2018. En conséquence, comme pour le BTV8, les animaux peuvent dorénavant circuler librement sur le territoire continental et la vaccination BTV4 devient volontaire.

Les flux de bovins maigres vers l'Italie et l'Espagne seront peu impactés. Un accord bilatéral entre la France et l'Italie permet une reconnaissance mutuelle entre les deux pays. Seule la province du Piémont, acheteuse de Limousins et Blonds d'Aquitaine, est indemne de FCO sérotype 4, mais une décision des autorités italiennes devrait rapidement permettre d'aligner les conditions d'importation sur celles des autres régions italiennes. Vers l'Espagne, des PCR négatives pour les sérotypes 4 et 8 restent obligatoires.

Par contre, en l'absence d'accord avec les autres pays de l'EU, les animaux expédiés, entre 30 000 et 50 000 selon les années, devront être vaccinés contre le BTV4 et contre le BTV8. La situation est identique avec les pays tiers, mais des négociations sont déjà en cours avec l'Algérie.

Des disponibilités en reclus début 2018

Les disponibilités en reclus pourraient être affectées au 1^{er} semestre 2018, par le repli des naissances constaté au 2nd semestre 2017. Entre juillet et novembre, elles ont chuté de 12% d'une année sur l'autre, soit près de 86 000 mâles, conséquence du recul du nombre de vaches allaitantes en France.

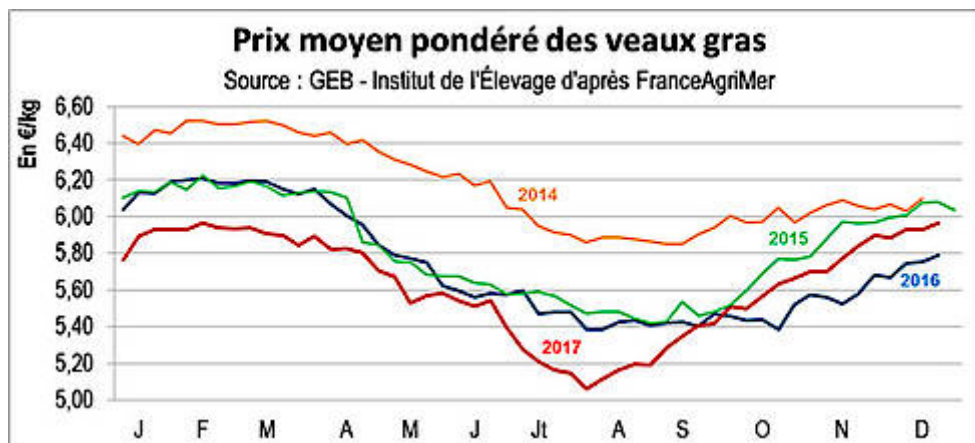


Au 1^{er} décembre, le stock d'animaux mâles allaitants de moins de 6 mois enregistrés dans la BDNI était de 780 000 têtes, soit en recul de 9% /2016 (-74 000). La race charolaise est la plus touchée, avec un repli de 14%, devant la Blonde d'Aquitaine (-12%) et la Limousine (-10%).

Veau de boucherie, un marché assaini

Les cours du veau gras élevé en atelier terminent 2017 mieux qu'en 2016, mais restent en deçà de 2014 et 2015. Une demande relativement dynamique et les actions de promotions devraient maintenir les prix dans les prochaines semaines.

Dans le sillage du 2nd semestre 2017, le marché du veau gras élevé en atelier est demeuré contrasté en décembre entre les veaux laitiers et les veaux croisés laitviande. D'un côté, la cotation du veau rosé clair O, qui illustre le marché des veaux laitiers, a atteint son plus haut niveau de l'année : 5,94 €/kg en semaine 52 soit +4% /2016 et 2015. Cette fermeté témoigne d'une bonne adéquation offre/demande, même si certains opérateurs attendaient mieux en fin d'année. De l'autre, la cotation du veau de boucherie rosé clair R, indicative du marché des veaux croisés, est restée dégradée à 6,48 €/kg, soit -2% /2016 et -5,5% /2015. Le PMP des veaux gras est logiquement à un niveau intermédiaire à 5,97 €/kg soit +3% /2016 et -1% /2015.

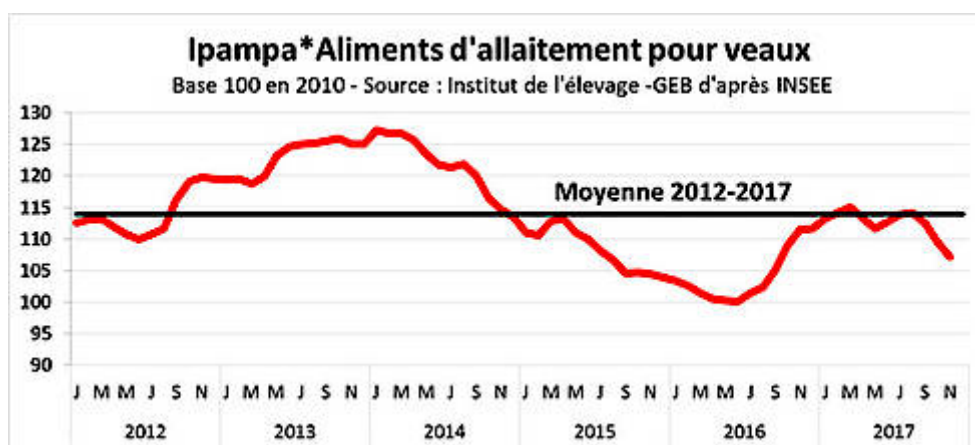


Le contraste entre la cotation du veau O et celle du veau R tient à l'excès d'offre en veau R qui provient de l'augmentation des naissances de veaux croisés issus de mère laitière au détriment de celles de veaux laitiers de race pure (Voir article veaux nourrissons). Cette situation oblige les intégrateurs à acheter plus de veaux croisés que le marché ne peut en valoriser.

Les cours devraient à présent se stabiliser dans toutes les catégories, soutenus par la réouverture des cantines scolaires et le premier festival du veau prévu sur les semaines 2 à 9. Les études de consommation montrent que le consommateur anticipe très rarement un achat de viande de veau dont la décision est presque toujours prise en magasin. Les mises en avant en GMS sont donc cruciales pour soutenir les ventes de veau. De plus elles permettent, via des promotions, de corriger les déséquilibres matière accumulés durant les fêtes de fin d'année, traditionnellement sur-consommatrices de pièces de l'arrière.

Les coûts de production repartent à la baisse

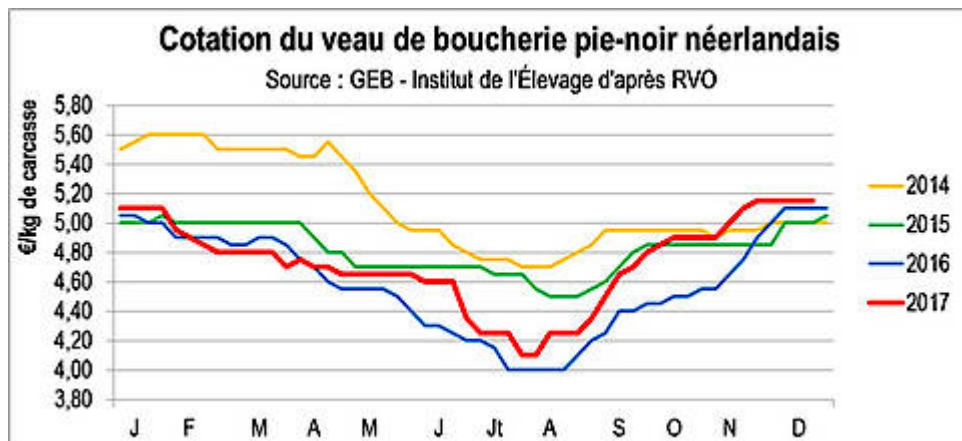
Après quelques mois d'hésitations, l'indice IPAMPA des aliments d'allaitement pour veaux repart à la baisse. A 107,2 points en novembre, il perd 2,4 points en 1 mois et 4,3 points par rapport à 2016 et passe en deçà de son niveau moyen depuis 2012 (114 points). Ce recul devrait se poursuivre dans les prochaines semaines, vu l'alourdissement des marchés laitiers. Cette baisse des coûts pourrait toutefois être annulée par la hausse probable des prix des veaux nourrissons.



*Indice des prix d'achat des moyens de production agricole

Fin d'année fluide en Europe

Aux Pays-Bas la fin d'année a été également fluide dans la filière veaux gras malgré des abattages très proches de leur niveau record de 2016 sur les 10 premiers mois de l'année : 171 000 téc (-0,5% /2016, +10% /2015). Comme en 2016, après un été difficile, les professionnels décrivent un marché fluide au second semestre grâce à une bonne demande à l'export, en France, en Allemagne et en Italie principalement. La relative pénurie de jeunes bovins aux cours relativement élevés bénéficieraient également aux veaux rosés néerlandais. Certains morceaux de veaux rosés seraient ainsi bien valorisés sur le marché du JB, ce qui allégerait le marché du veau néerlandais. En semaine 52 la cotation du veau pie-noir atteignait 5,15 €/kg (+2% /2016, +3% /2015).



Le marché était également bien orienté en Italie en fin d'année. La cotation moyenne du veau de boucherie sur le marché de Modène a atteint 5,80 €/kg en semaine 52 (= /2016, +1% /2015) en progression continue depuis le mois d'août et un été très difficile.

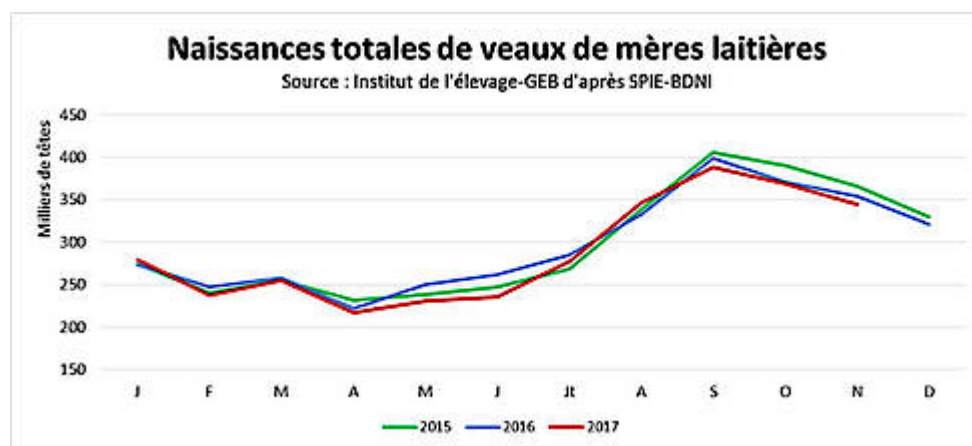
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

Veaux nourrissons, toujours plus d'export vers l'Espagne

2017 a connu un recul assez régulier des naissances laitières en particulier en race pure. La fin du pic saisonnier des naissances et le dynamisme espagnol devraient tirer les prix.

Des naissances toujours en baisse

En semaine 51, la cotation du veau laitier nourrisson de 45-50 kg a atteint son plancher saisonnier à 65 € par tête, soit +7€ /2016 et +10€ /2015. Les cotations devraient repartir à la hausse dès janvier avec la baisse saisonnière des naissances. En plus de cet effet saisonnier, les naissances sont en baisse depuis un an et la tendance semble s'accroître. Sur les 11 premiers mois de 2017, les naissances de veaux de mère laitière ont reculé de -2,5% /2016 (-73 500 veaux). Cette baisse s'est amplifiée au mois de novembre (-2,7% /2016, à 344 000 veaux nés).

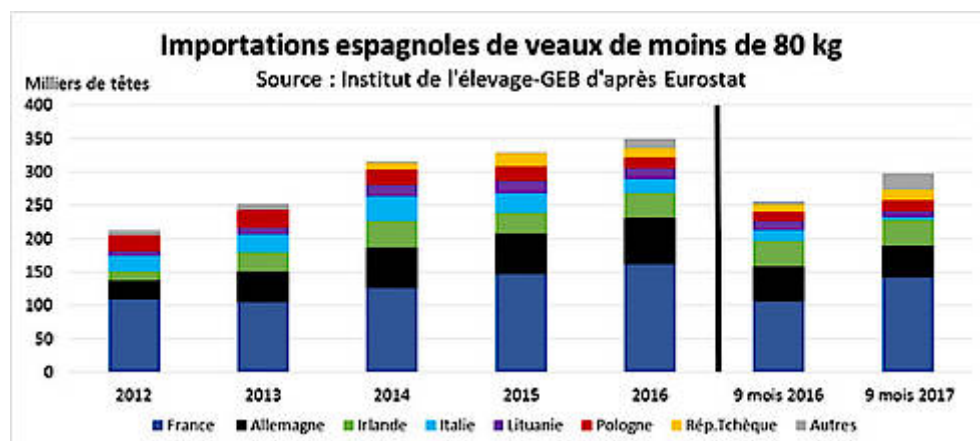


Comme depuis près de 2 ans, la baisse des naissances cache des disparités entre les types raciaux. Les naissances de veaux de race laitière pure continuent de chuter, à 264 000 têtes sur novembre (-5% /2016) et 2 400 000 sur 11 mois (-11% /2016), alors que les naissances de veaux croisés de mère laitière et de père allaitant progressent, à 58 700 en novembre (+8% /2016) et 578 000 sur 11 mois (+12,5% /2017).

L'export de plus en plus dynamique

Les exportations de veaux nourrissons restent très dynamiques et dirigées presque exclusivement vers l'Espagne. 28 500 veaux de moins de 80 kg vif ont été exportés en novembre (+26% /2016, +57% /2015) et sur les 11 premiers mois de 2017 le cumul des exports atteint 257 000 têtes (+37% /2016, +54% /2015).

Les importations espagnoles de veaux nourrissons se développent fortement depuis 2012, la France fournit la majorité des animaux, suivie par l'Allemagne, l'Irlande, l'Italie, la Lituanie, la Pologne et la République tchèque. Entre 2012 et 2016, les importations ont principalement progressé grâce aux envois venus de France (+53 000 têtes), d'Allemagne (+41 000 têtes) et d'Irlande (+24 000 têtes). Fin 2017, les importations espagnoles de veaux nourrissons battront probablement un nouveau record. Sur janvier-septembre elles totalisaient déjà 298 000 têtes soit +16% par rapport à la même période en 2016.



Peu d'impacts du sérotype 4 de la FCO

L'épidémie de FCO sérotype 4 n'a que très peu perturbé le commerce grâce à des accords conclus rapidement avec l'Espagne et l'Italie. De plus, jugeant impossible de circonscrire l'épidémie, le CNOPSAV (Conseil national d'orientation de la politique sanitaire animale et végétale) a décidé de classer l'ensemble du territoire métropolitain en zone réglementée pour ce virus. Ainsi il n'existe plus de restrictions de déplacements au sein du territoire métropolitain.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

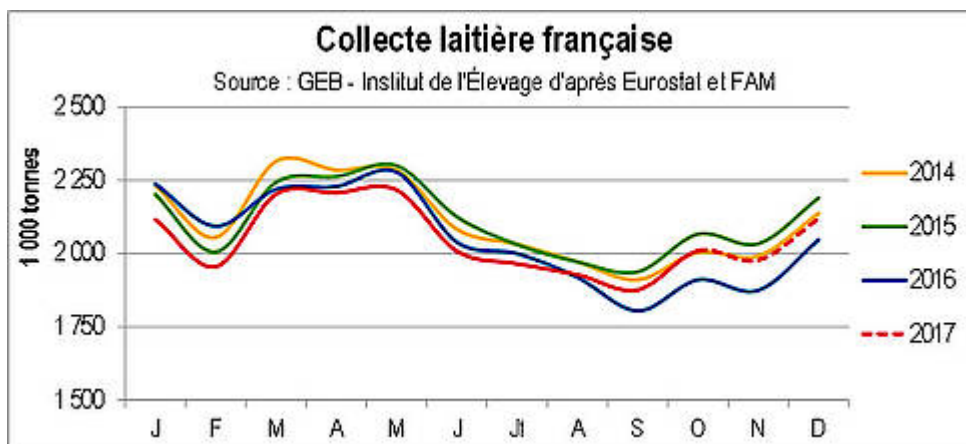
Collecte : production européenne bien relancée

La production laitière se rétablit plus ou moins rapidement dans les trois principaux pays laitiers européens. Elle est vigoureuse dans la plupart des autres Etats membres, si bien que la relance de la collecte européenne pèse sur les marchés des commodités et se répercutera en 2018 sur le prix du lait.

Le redressement de la collecte française se ralentit

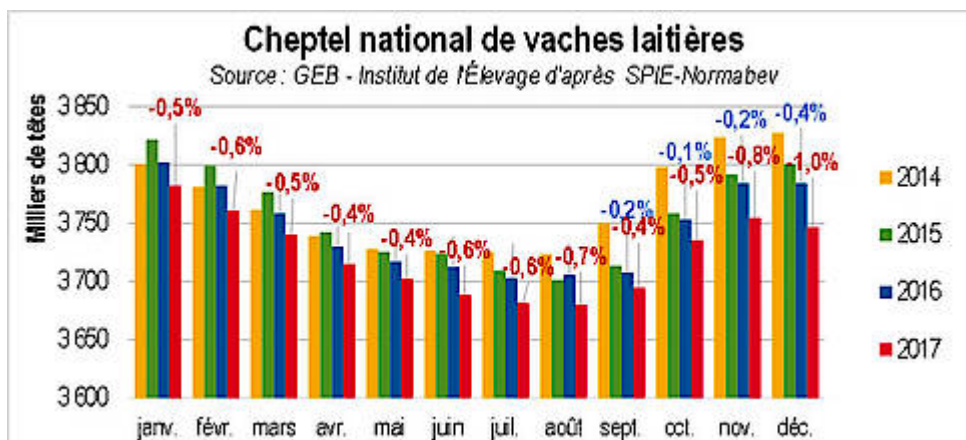
En France, la production laitière se redresse plus modérément depuis décembre. Elle aurait progressé de 3,5% /2016 (d'après les sondages hebdomadaires de FranceAgriMer), après avoir bondi de 5% durant les trois mois précédents. La collecte nationale a ainsi presque égalé le bon niveau de décembre 2015, se situant à mi-chemin entre les niveaux 2014 et 2016. Sur l'année 2017, la collecte cumulée a presque égalé le niveau de 2016, mais demeure encore 3,2% sous le volume record atteint en 2015.

Durant l'automne, les éleveurs ont valorisé des fourrages plus abondants et plus qualitatifs. D'un côté, la pousse de l'herbe a été très excédentaire en octobre dans toute la France à l'exception du quart Sud Est, du Sud des Pays de la Loire et du Nord de l'Auvergne, d'après le bulletin Agreste-Isop. De l'autre, les ensilages de maïs fourrage sont plus abondants (+12% /2016) et de meilleure qualité que ceux récoltés en 2016. De plus, l'amélioration des trésoreries, suite à la remontée du prix du lait, incite les éleveurs à distribuer davantage d'aliments concentrés.



Le rétablissement de la production laitière est contrasté selon les bassins : très prononcé dans le Grand Est et le Sud-Est où elle avait fortement fléchi entre l'été 2016 et le printemps 2017, plus modéré dans le Grand Ouest, en Normandie et dans le Nord-Picardie. En revanche, la production décline toujours en Charente-Poitou et dans le Sud-Ouest où le cheptel laitier a perdu respectivement de 3,4% et 5,3% de ses effectifs en un an. Il baisse plus faiblement ailleurs entre -0,3% en Normandie et -2,1% dans le Sud-Est. Seul le Grand Ouest bénéficie d'effectifs plus étoffés (+0,3% /2016) d'après l'inventaire au 1^{er} décembre 2017.

Nette érosion du cheptel laitier

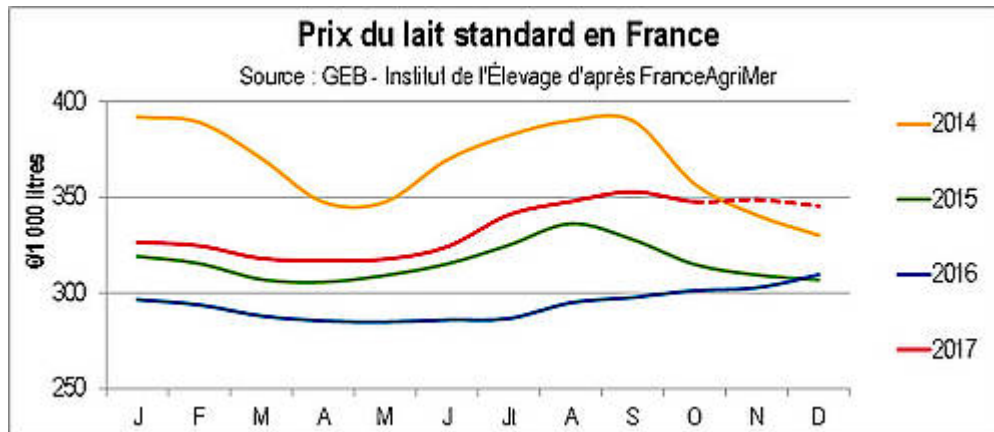


Au plan national, le cheptel laitier a perdu 38 000 vaches (-1,0% /2016) sur un an à 3,746 millions de têtes. Il connaît une érosion plus prononcée depuis cet automne. D'un côté, les réformes ont été très légèrement plus nombreuses (+1% /2016), après 2 mois de nette baisse (août et septembre) puis de stabilisation. Mais de l'autre, les entrées en production de génisses sont toujours ralenties depuis septembre (-7% /2016). D'où un arrêt prématuré la hausse saisonnière du cheptel en novembre 2017.

Vers une baisse du prix du lait

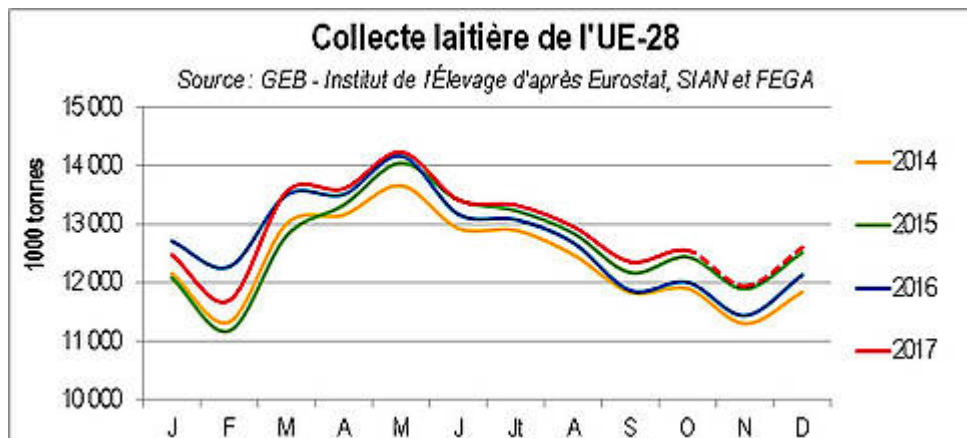
Au 1^{er} trimestre 2018, la production nationale progressera probablement moins vite que durant l'automne, au plus entre +3 et +4% d'un hiver à l'autre. D'un côté les éleveurs disposent de fourrages de meilleure qualité, mais de cheptels plutôt moins étoffés. De l'autre la plupart des transformateurs veulent contenir voir réduire leurs approvisionnements en lait. De plus, le prix du lait devrait connaître dès cet hiver une sensible inflexion sous la pression de la conjoncture toujours dégradée. Tombé à 274 €/1 000 l en décembre, le prix du lait standard transformé en beurre et poudre maigre valorisés sur le marché européen pourrait encore se dégrader cet hiver.

Au 4^{ème} trimestre 2017, le prix du lait standard (3,2% MP et 3,8% MG) a été stabilisé à 347 €/1 000 l, après avoir progressé modérément entre mai et septembre. Estimé à 333 €/1 000 l sur l'année 2017, il s'est apprécié de 40 € /2016 (+14%).



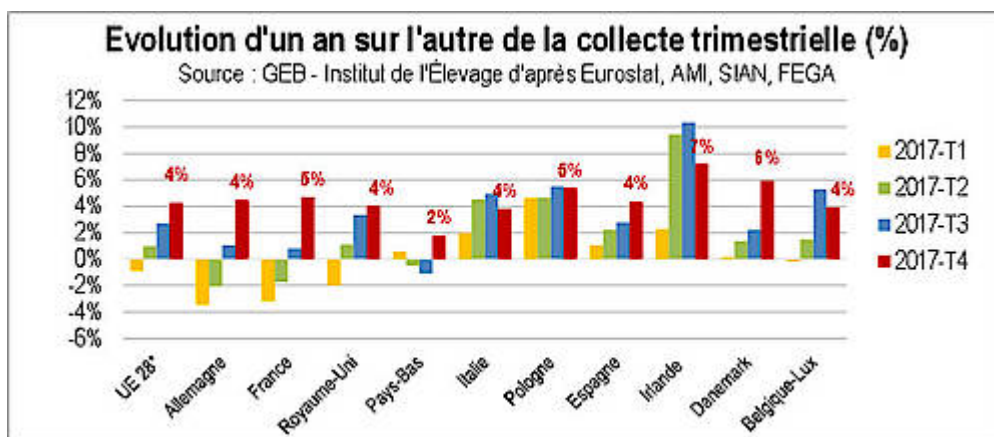
La collecte européenne bien relancée

La production laitière européenne a retrouvé de la vigueur depuis le printemps dernier. Au 2nd semestre 2017, elle surpasse son niveau record de 2015 grâce à un rebond de 4,3% /2016 au 4^{ème} trimestre 2017 d'après nos estimations sur décembre. Ainsi, la collecte annuelle progresserait de 1,4% /2016 (+2,2 millions de tonnes), à 154,7 millions de tonnes de lait.



La collecte est en hausse sensible par rapport à 2016 dans l'ensemble des Etats membres à l'exception de pays très secondaires dans le paysage laitier (Grèce, Hongrie, Malte). Le dynamisme laitier sur l'ensemble de l'année est toutefois contrasté.

Certains pays poursuivent une solide dynamique laitière : la croissance de leur production n'avait pas ou peu fléchi durant la crise laitière. En 2017 leur collecte annuelle a fortement progressé d'une année sur l'autre. Ainsi l'Italie, la Pologne, l'Espagne, l'Irlande, le Danemark et la Belgique ont battu leur précédent record de 2016.



En revanche, la France, l'Allemagne, et le Royaume-Uni, les 3 plus gros producteurs laitiers de l'UE, n'ont pas retrouvé les collectes record atteints en 2015, après avoir subi un fort ralenti en 2016. L'Allemagne n'en est pas loin (-1% /2015) grâce à une nette reprise au 2nd semestre 2017. Au Royaume-Uni, l'écart est plus conséquent (-3% /2015) suite à la forte chute de production en 2016, suivie d'une reprise plus tardive et progressive en 2017 qui a tout de même ramené la collecte de décembre au niveau de 2015. Les éleveurs britanniques manifestent une forte réactivité au signal prix du lait qui a bondi de +33% /2016 au 2nd semestre 2017, à 316 £/1 000 l, sous l'effet notamment de la dépréciation de la livre par rapport à l'euro.

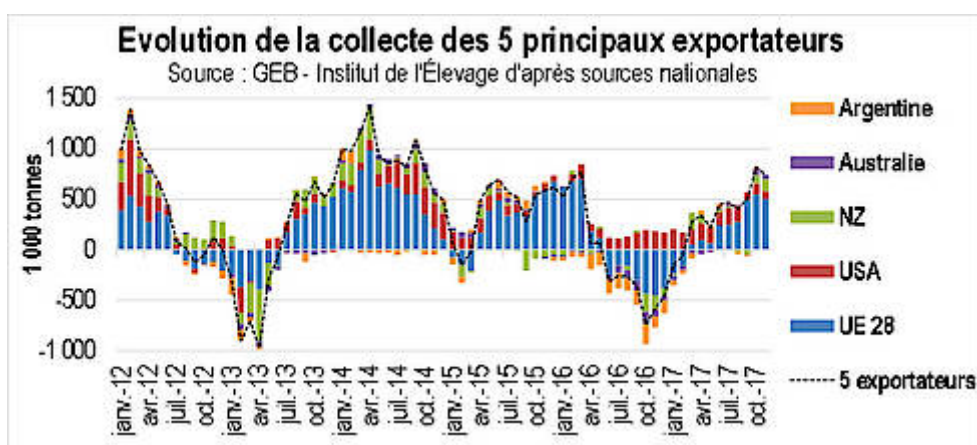
Des incertitudes aux Pays-Bas

Les Pays-Bas sont dans une situation singulière. Résolument inscrits dans une trajectoire de croissance, ils avaient fortement augmenté leur production en 2016 durant la crise laitière. En 2017, durant l'embellie laitière, la plupart des éleveurs néerlandais ont dû lever le pied, sous peine de payer des pénalités, pour non-respect de leur quota phosphate (établi sur la base des UGB détenus en juillet 2015 mais amputé de 8,3%). Le cheptel national laitier a certes reculé au 1^{er} semestre et la croissance laitière a été stoppée. Cependant, des interrogations demeurent sur l'état réel des mises aux normes. Au 4^{ème} trimestre, la croissance laitière a repris (+2,0% /2016) et compensé le ralentissement enregistré sur 9 mois (-0,7%). La remontée du prix du lait et les perspectives d'un marché des quotas phosphate ont incité de nombreux éleveurs à retarder le plus possible les réformes pour produire davantage, avec le risque d'une non reconduction après 2018 de la dérogation nationale à la Directive nitrates.

L'UE-28 de nouveau au cœur de la croissance des bassins exportateurs

Début 2018, la production laitière européenne devrait encore progresser d'un hiver à l'autre, et probablement égaler le volume record atteint en 2016. Cependant, la tendance haussière pourrait rapidement s'atténuer dès le printemps, notamment si la nouvelle baisse du prix du lait était très prononcée dans le cas d'une poursuite de la dégradation des marchés des commodities laitières.

La collecte cumulée des 5 principaux exportateurs affiche une hausse de 3% /2016 au 4^{ème} trimestre 2017 après une hausse de 2% au 3^{ème} trimestre. L'UE-28 contribue pour les 2/3 au supplément de collecte, devant l'Océanie (20%) et les Etats-Unis (15%).

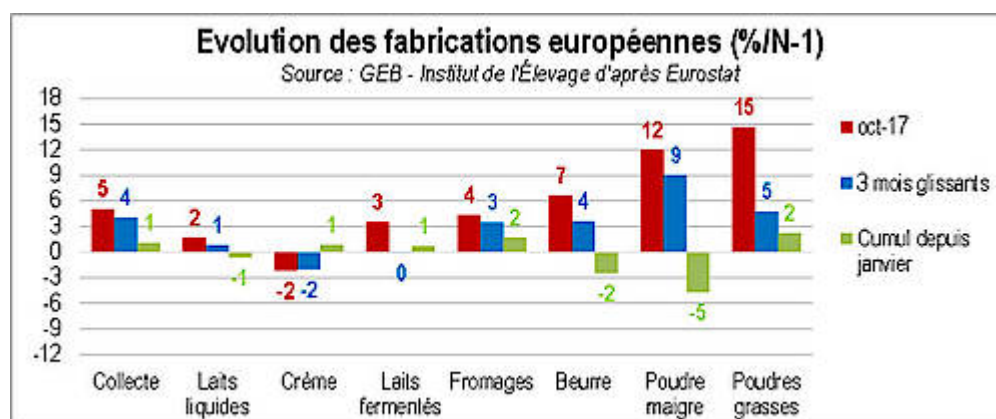


Aux Etats-Unis, la production laitière est moins dynamique : +1,2% /2016 au 4^{ème} trimestre 2017, après +1,9% durant les trois trimestres précédents. Dans l'hémisphère Sud, la production océanienne a été très dynamique en plein pic saisonnier (octobre et novembre) : +3,5% /2016 en Nouvelle Zélande et +5,5% en Australie. Toutefois, les conditions climatiques hyper-caniculaires en Australie et plutôt sèches en Nouvelle-Zélande risquent d'amputer la production estivale (1^{er} trimestre 2018). Auquel cas, cela détendrait sensiblement la pression sur les marchés provoqués par le dynamisme de l'UE-28.

Marchés des produits laitiers : orientés à la baisse

Le grand écart demeure entre matière grasse et matière protéique laitières. Toutefois la reprise de la collecte européenne et océanique, qui continue d'alourdir le marché de la poudre maigre, se traduit aussi dorénavant par une détente des cours du beurre et des fromages commodities.

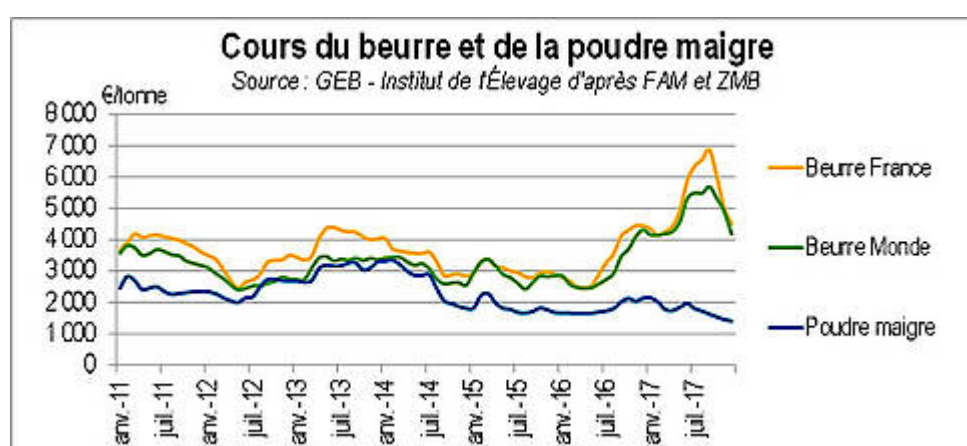
Le net redressement de la collecte européenne (+4% /2016 sur août-octobre) s'accompagne d'une vive relance des fabrications de beurre et de poudre maigre qui s'est vraisemblablement accentuée fin 2017. En cumul sur 10 mois elles demeuraient toutefois en recul de respectivement 2% et 5% /2016. Les fabrications de fromages sont également de plus en plus dynamiques et retrouvent sur 10 mois leur niveau de progression tendanciel (+2% /2017). Les fabrications de produits de grande consommation évoluent diversement : redressement pour les laits liquides et fermentés mais décrochage pour la crème.



Détente sur le marché du beurre

Les disponibilités en beurre ont fortement progressé fin 2017 grâce à la reprise de la collecte européenne et à la hausse saisonnière prononcée de la production laitière océanique, contribuant à détendre quelque peu les cours. La cotation ATLA du beurre échangé sur le marché spot a reculé de 2 400 €/t en 3 mois, tombant à 4 140 €/t tout début 2018 (-6% /2017). La cotation des contrats recule également depuis fin octobre mais, stabilisée à 5 140 €/t en décembre, elle demeure 30% supérieure à son niveau déjà élevé d'un an plus tôt.

Le prix du beurre exporté d'Europe de l'Ouest sur le marché mondial s'est encore déprécié de 715 €/t en décembre à 4 180 €/t, tiré à la baisse par le beurre néo-zélandais encore moins cher à 4 040 €/t le même mois.



Jusqu'en octobre, dernières données disponibles à ce jour, les échanges internationaux de beurre et *butter oil* sont restés ralentis faute de disponibilités suffisantes en matière grasse. Les exportations cumulées des 5 principaux exportateurs affichent un recul de 15% sur 10 mois et les envois européens accusent quant à eux un repli de 20% sur 11 mois. Si tous les clients n'ont pu être servis, et que certains ont dû se retirer compte tenu des prix record, la Chine, la Russie, l'Australie, les Philippines et le Canada ont sensiblement accru leurs achats sur les 10 premiers mois de l'année.

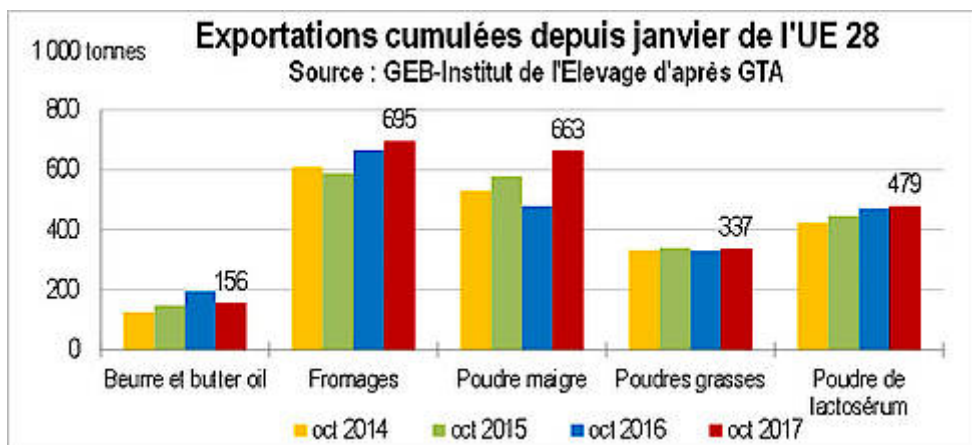
Le marché des protéines se dégrade encore

Le dynamisme de la demande internationale a certes permis d'accroître les échanges mondiaux de **poudre maigre** de 10% sur 10 mois et notamment au profit de l'Union européenne qui a augmenté ses expéditions de près de 40% /2016. Mais ceci sans parvenir à redresser significativement les cours qui s'effritent depuis janvier. En outre, les exportations des principaux exportateurs ont ralenti sur septembre-octobre (-4% /2016). Et fin 2017, la reprise des fabrications européennes et océaniques, avec la hausse de la collecte, alourdit encore davantage le marché déjà plombé par l'importance des stocks.

En effet, les stocks étatsuniens de poudre maigre sont à leur plus haut (149 000 t, +47% /2016) et continuent de s'étoffer alors que les stocks européens dépasseraient de leur côté 400 000 t d'après EDA. Les stocks privés sont plutôt en deçà du niveau habituel mais plus de 376 000 t sont stockés à l'intervention et la Commission européenne ne parvient pas à trouver preneur pour des volumes significatifs, bien qu'elle ait ramené le prix minimum à 1 390 €/t en novembre.

La cotation ATLA de la poudre maigre a ainsi encore perdu 55 €/t en novembre et décembre tombant à 1 385 €/t fin décembre, plus de 310 €/t en deçà du prix d'intervention. Elle peut encore se déprécier au 1^{er} semestre si la demande internationale ne suit pas la hausse saisonnière des fabrications européennes. L'intervention est en effet fermée jusqu'au 1^{er} mars prochain et devrait rester ensuite très contenue, la Commission ayant proposé de ne pas réactiver les achats automatiques pour ne fonctionner que par adjudication.

Le marché mondial des **poudres grasses** est quant à lui peu animé. Les échanges internationaux sont en léger recul par rapport à 2016 malgré le dynamisme de la demande chinoise et algérienne. L'Australie, l'Argentine et l'Uruguay en sont les principales victimes, probablement faute de disponibilités. La Nouvelle-Zélande a maintenu sa position dominante (2/3 de parts de marché) avec des exportations stables sur 10 mois, tandis que l'UE-28 a reconquis quelques positions (expéditions en hausse de 2% /2016) notamment en Algérie (+126% à 62 000 t sur 10 mois).

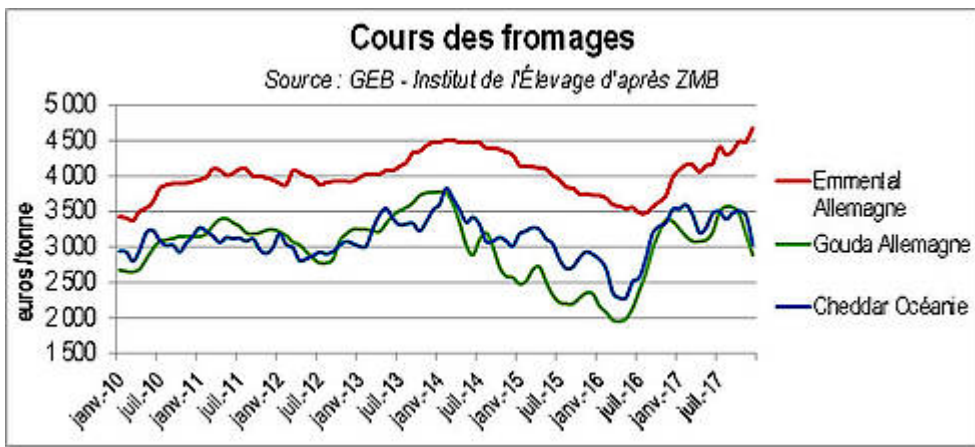


La cotation ATLA de la poudre grasse est orientée à la baisse. Tombée à 2 600 €/t en décembre, elle se situe 17% en deçà de son niveau de décembre 2016 et 31% sous son pic de début 2014.

Marché des fromages désormais contrasté

Globalement solide, le marché européen des fromages connaît cependant une évolution contrastée depuis septembre. D'un côté, le cours des spécialités fromagères, peu exposées à la concurrence internationale, se tient bien : la cotation de l'emmental en Allemagne a progressé à 4 680 €/t en décembre (+18% /2016). De l'autre, celle du gouda (commodité fromagère) a décroché de 670 €/t en trois mois, dans le sillage du cours du beurre. A 2 890 €/t en décembre, elle est repassée 14% sous son bon niveau de 2016 à pareille époque. Le cours du cheddar océanien a reculé dans les mêmes proportions à 3 036 €/t en décembre.

Les échanges mondiaux de fromages ont progressé de 7% sur les 8 premiers mois de l'année grâce à la fois à une demande dynamique et à des fabrications en hausse, les transformateurs ayant nettement privilégié les fromages au couple beurre/poudre maigre. Sur septembre-octobre toutefois, ces échanges ont marqué le pas (-2% /2016) alors que les fabrications ont progressé avec la reprise de collecte européenne et océanique. L'Union européenne, 1^{er} exportateur mondial de fromages, a subi ce ralentissement réduisant ses envois de 4% /2016 sur ces deux mois et 2% en novembre.



Le dynamisme des fabrications fromagères pèse sur la valorisation de la poudre de lactosérum dont la demande internationale semble plafonner au 2nd semestre. Le cours de la poudre destinée à l'alimentation animale s'est déprécié de 40% entre juin et novembre avant de regagner 20 €/t en décembre à 570 €/t. L'UE subit l'agressivité des États-Unis qui ont accru leurs expéditions (+9% sur 10 mois) grâce à des disponibilités également abondantes et plus compétitives.

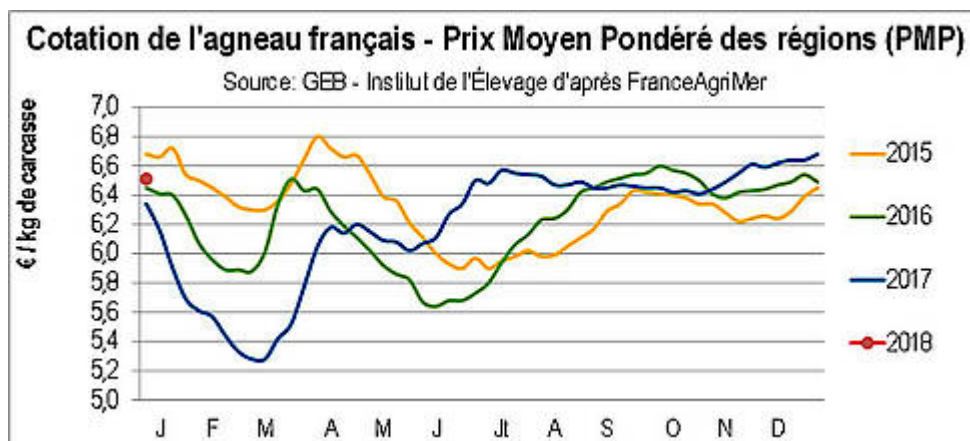
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

France : Le manque d'agneaux a soutenu la cotation jusque fin décembre

Face à des disponibilités limitées dans l'hexagone, le cours de l'agneau français a poursuivi sa progression jusqu'en fin d'année.

Belle remontée du cours de l'agneau fin 2017

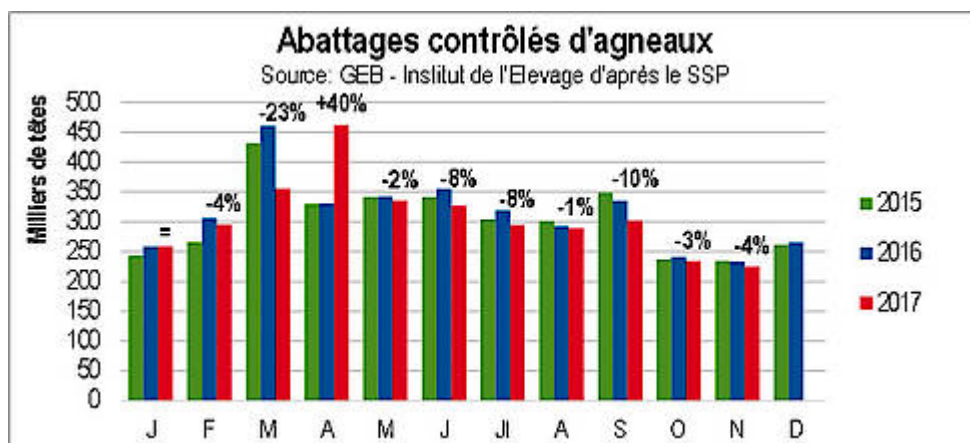
La diminution des disponibilités en agneaux dans les exploitations françaises et le dynamisme de la demande autour des fêtes de fin d'année ont soutenu la cotation tout au long du mois de décembre. À 6,68 €/kg de carcasse fin décembre, le Prix Moyen Pondéré des régions calculé par FranceAgriMer a ainsi terminé l'année 2017, 19 centimes au-dessus de sa valeur de 2016 (+3%) et 23 centimes au-dessus de celle de 2015 (+4%).



Malgré un recul début janvier 2018, en amorce de la baisse saisonnière habituelle, le cours restait, à 6,51 €/kg de carcasse, supérieur de 17 centimes à sa valeur de 2017 (+3%) et de 8 centimes à celle de 2016 (+1%).

Nouvelle chute des abattages d'agneaux en novembre

Les abattages français d'agneaux ont à nouveau reculé en novembre (-4% à 225 000 têtes), face au manque d'animaux présents dans les exploitations. Les abattages d'ovins adultes étaient en revanche en nette progression (+7% à 44 000 têtes), ce qui a permis de stabiliser la production française de viande ovine à 5 200 téc en novembre.

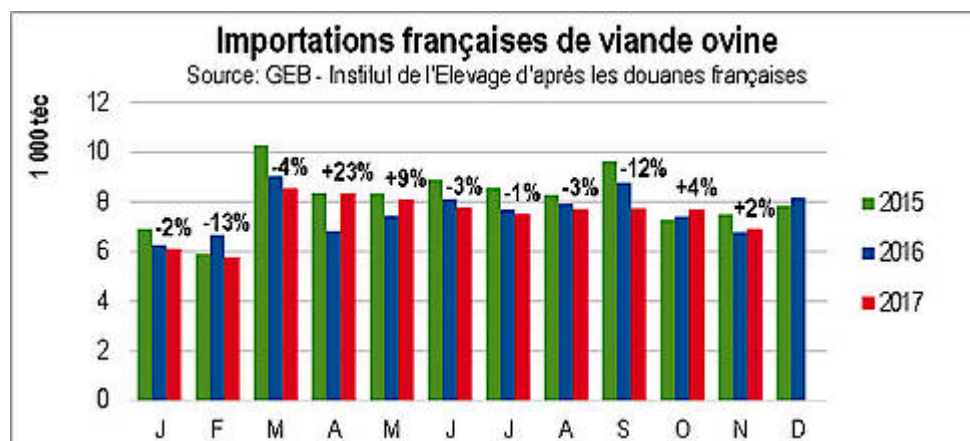


En cumul de janvier à novembre, la production française de viande ovine enregistre un recul de 2% par rapport à la même période de 2016, notamment en raison de la baisse de 3% des abattages d'agneaux.

Légère progression des volumes importés

Les importations françaises de viande ovine ont augmenté de 2% en novembre (à 6 900 téc), portées notamment par le bond des arrivées en provenance d'Irlande (+25% à 1 600 téc). Les achats étaient également en hausse depuis la Nouvelle-Zélande (+8% à 900 téc), mais affichaient en revanche un recul depuis le Royaume-Uni (-4% à 3 500 téc).

Alors que le prix des carcasses réfrigérées d'agneaux importées du Royaume-Uni était supérieur de 1% à sa valeur de 2016 (à 4,7 €/kg équivalent carcasse), celles d'agneaux irlandais étaient 5% moins chères qu'il y a un an (à 4,7 €/kg éc également).



En cumul sur les 11 premiers mois de 2017, les importations françaises de viande ovine se sont stabilisées par rapport à l'année précédente.

La consommation reste orientée à la baisse

En cumul de janvier à novembre, la consommation française de viande ovine calculée par bilan (abattages + importations - exportations) a reculé de 1% par rapport à 2016. Les données issues du panel Kantar confirme ce repli : sur la période allant du 26 décembre 2016 au 26 novembre 2017, les achats de viande d'agneau par les ménages français (hors restauration hors domicile) ont baissé de 4% par rapport à l'année précédente, alors que leur prix moyen au détail était en hausse de 1,3%.

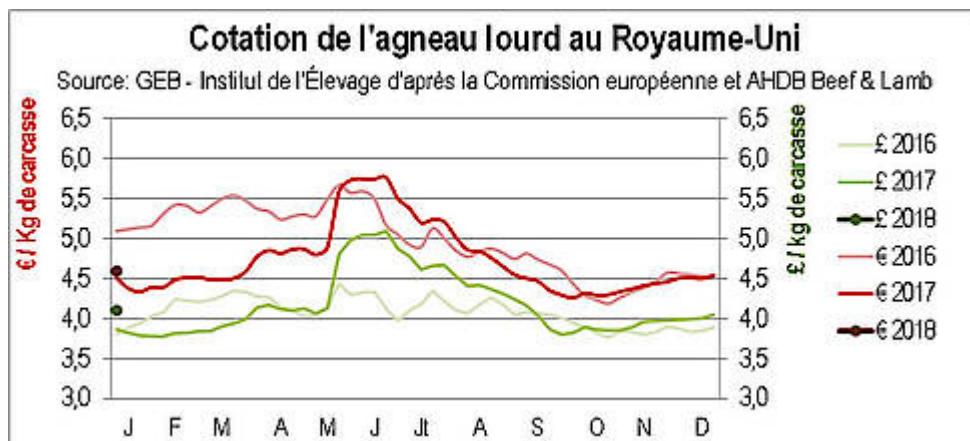
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

UE et Monde : d'importants reports d'abattages d'agneaux britanniques sur 2018

La baisse des abattages d'agneaux britanniques au 2ème semestre 2017, alors même que les effectifs présents en exploitations étaient plus importants qu'en 2016, laisse augurer une hausse des sorties début 2018.

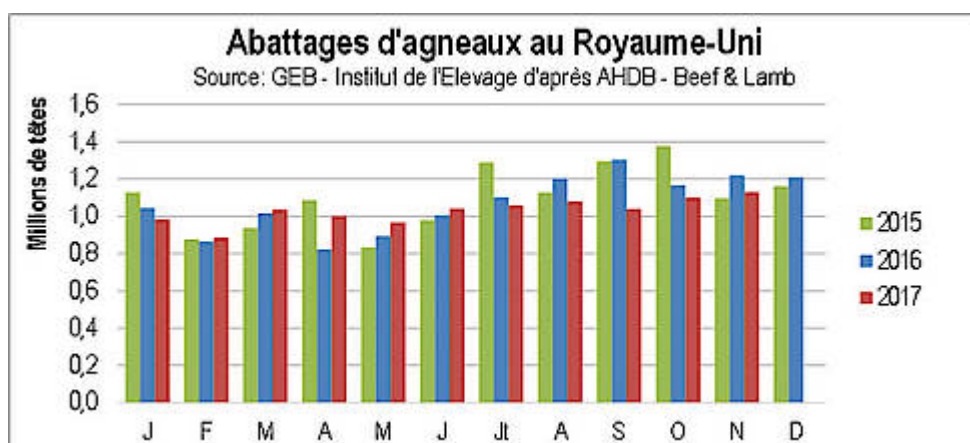
COTATIONS : La dépréciation de la £ continue de limiter la hausse des cours en € au Royaume-Uni

Le ralentissement des sorties d'agneaux fin 2017 a permis au cours britannique de repartir légèrement à la hausse : à 4,10 £/kg de carcasse début janvier, la cotation était supérieure de 6% à sa valeur de 2017. La dépréciation de la £/€ a toutefois de nouveau tempéré l'augmentation des cours en monnaie européenne (+2% à 4,59 €/kg de carcasse début janvier).



ROYAUME-UNI : La hausse prévue de la production se fait attendre

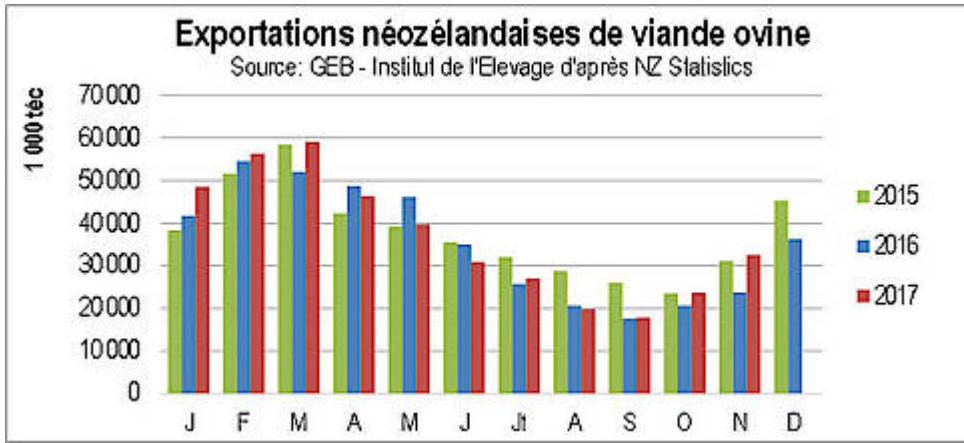
La production britannique de viande ovine a de nouveau reculé en novembre (-7% à 25 100 téc) suite à la diminution des abattages d'agneaux (-7% à 1,1 million de têtes) et d'ovins adultes (-10% à 124 000 têtes). En cumul depuis juillet 2017, la production enregistre ainsi une chute de 10% par rapport à la même période de 2016, liée notamment à la baisse de 10% des abattages d'agneaux.



Les résultats du recensement de juin 2017 faisaient pourtant état d'une hausse de 3% du nombre d'agneaux présents dans les exploitations britanniques, ce qui porte à croire que d'importantes disponibilités restent encore à sortir. Les reports d'abattage d'agneaux sur 2018 pourraient donc être conséquents.

NOUVELLE-ZÉLANDE : Nouveau sursaut des exportations en novembre

À 32 500 téc en novembre, les exportations néozélandaises de viande ovine ont grimpé de 37% par rapport à 2016, boostées par la hausse de la production (+17% à 41 700 téc en novembre) et le dynamisme des achats chinois (x 2,2 à 15 500 téc). Les envois étaient également en progression à destination de l'Union européenne (+19% à 9 300 téc), avec notamment une hausse de même ampleur vers la France (à 900 téc).

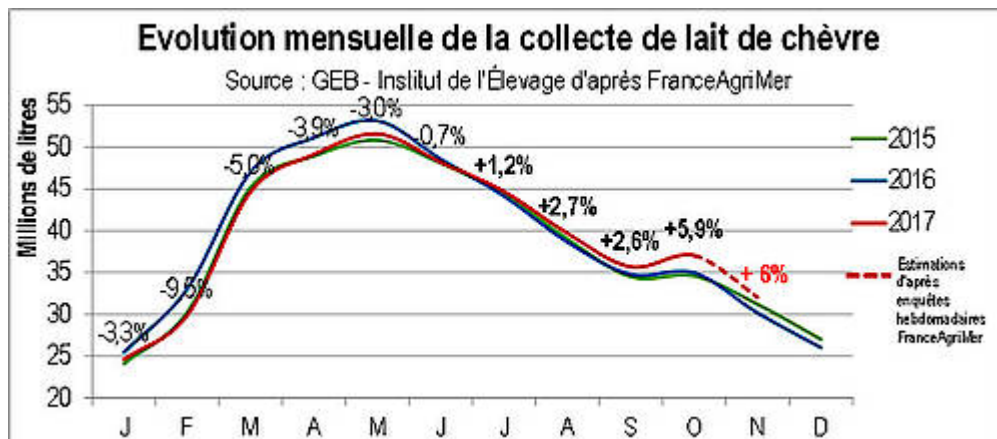


En cumul de janvier à novembre, les exportations néozélandaises de viande ovine enregistrent ainsi une hausse de 4% par rapport à la même période de 2016.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

Collecte de lait de chèvre relancée et importations croissantes

Relancée depuis l'été, la collecte nationale a été confortée en octobre avec une hausse marquée dans tous les bassins laitiers. Les importations, en nette hausse en 2017, ont permis de reconstituer des stocks qui demeurent faibles.

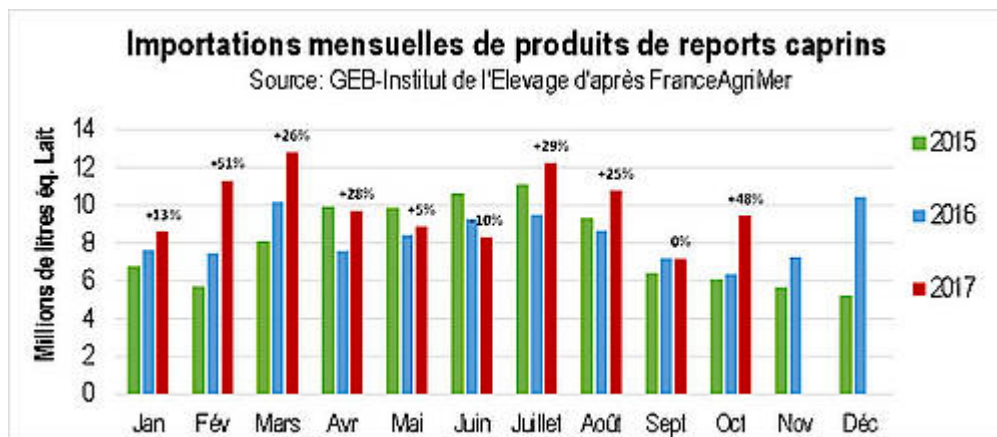


La collecte finit l'année en beauté

A plus de 37 ML, soit 2ML au-dessus de son niveau de 2016 en octobre (+ 6%), la collecte nationale de lait de chèvre a plus que confirmé le rebond entamé cet été. Sur dix mois, elle accuse toujours un retard de plus de 5,5 ML (- 1,4% /2016), mais la dynamique est telle que le rattrapage des volumes n'est pas à exclure alors que la collecte de 2016 s'était effondrée sur novembre et décembre.

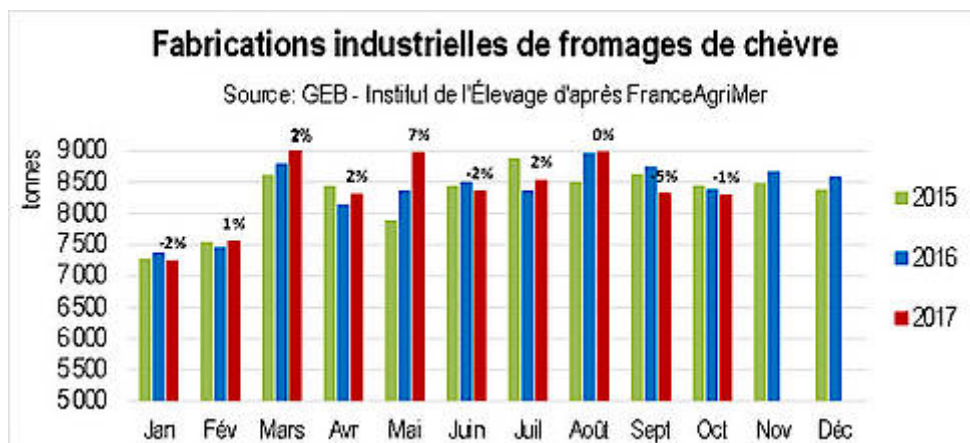
Le mois d'octobre est marqué par une reprise généralisée de la collecte dans tous les bassins de production. Elle a notamment bondi dans les grands bassins laitiers, qui étaient auparavant à la traîne : la Nouvelle-Aquitaine (+5% /2016), les Pays de la Loire (+6,5%) et l'Occitanie (+7%).

Vers des importations record



FranceAgriMer a fortement révisé la série d'importations de produits de report qui initialement indiquaient des volumes ralentis. Les volumes importés sont finalement haussiers tout au long de l'année, à un mois près, ce qui semble plus en correspondance avec l'augmentation de la collecte constatée en Espagne^[1]. Ainsi les importations cumulées fin octobre ont presque égalé le volume sur l'ensemble l'année 2016, soit un peu moins de 100 ML-équivalent lait qui ont couvert presque 20% de l'approvisionnement des laiteries. A ce rythme, les importations annuelles ont probablement dépassé les précédents records de 2007 et 2008 (plus de 104 ML-équivalents lait).

La relativement bonne dynamique du marché, la collecte encore en léger déficit et les faibles stocks de reports expliquent le recours accru aux importations. Il conviendra toutefois d'être attentif à l'évolution de ces dernières afin de ne pas répéter les erreurs du passé, ce alors même que les plans de développement de la collecte commencent à porter leurs fruits.



Sur les mois de septembre et octobre, les fabrications industrielles de fromages de chèvre ont reculé de 3% /2016. Les transformateurs ont surtout réduit la production de bâchettes (qui représentent plus de 50 % des fabrications) à -7%/ 2016.

Les fabrications de laits conditionnés suivent pour leur part une évolution plus erratique. Après avoir augmenté de 16% en moyenne sur la période mars-juillet, elles ont reculé en août et septembre (-7 puis -16% / 2016), avant de repartir légèrement à la hausse en octobre (+5%). En cumul fin octobre, elles sont en hausse de 7% /2016. A l'inverse, les fabrications de produits ultra-frais ont poursuivi leur bonne dynamique sans discontinuer : systématiquement en croissance depuis le début d'année, elles ont crû de 15 % sur la période septembre-octobre.

Malgré des fournitures en hausse de 6 millions de litres, la ressource laitière utilisée pour toutes ces fabrications sur la période septembre-octobre a reculé de l'ordre de 2 millions de litres par rapport à 2016. Ces volumes seraient en partie venus renflouer les stocks de produits de reports qui ont atteint fin octobre leur plus haut niveau de l'année (4 614 t de caillé congelé), mais restent encore faibles comparés aux années précédentes (-15% /2016).

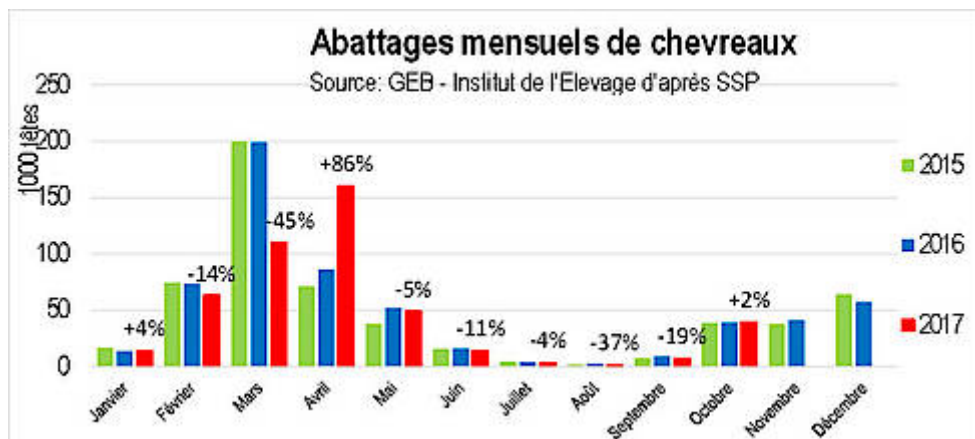
[1] Voir Tendances de décembre.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

Chevreau : un marché peu animé

Malgré des abattages en baisse, les cours du chevreau sont restés inférieurs à leur niveau de 2016. La baisse du prix de l'aliment d'engraissement est la seule note positive pour les engraisseurs.

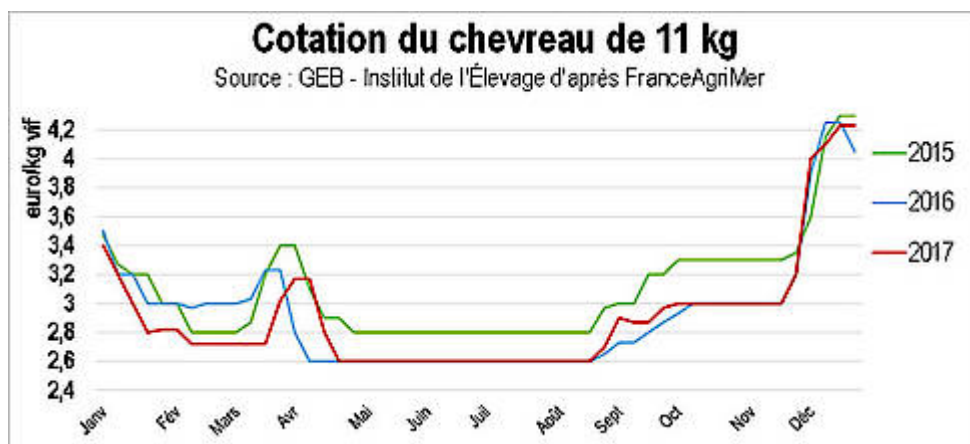
Des abattages réduits



Malgré une légère hausse en octobre (+2% /2016), les abattages cumulés de chevreaux étaient en nette baisse (-6% /2016), n'égalant pas tout à fait leur niveau de 2015. Cette tendance baissière aurait été plus prononcée en novembre et décembre, de -10 à -15% selon les opérateurs. Outre l'action incitative des collecteurs à l'avancement des mises-bas qui réduit les disponibilités de chevreaux sur décembre au profit du mois d'octobre, les fortes chaleurs rencontrées en début d'été ont pu nuire à la fertilité des chèvres, ce qui a encore plus impacté les disponibilités de chevreaux en fin d'année.

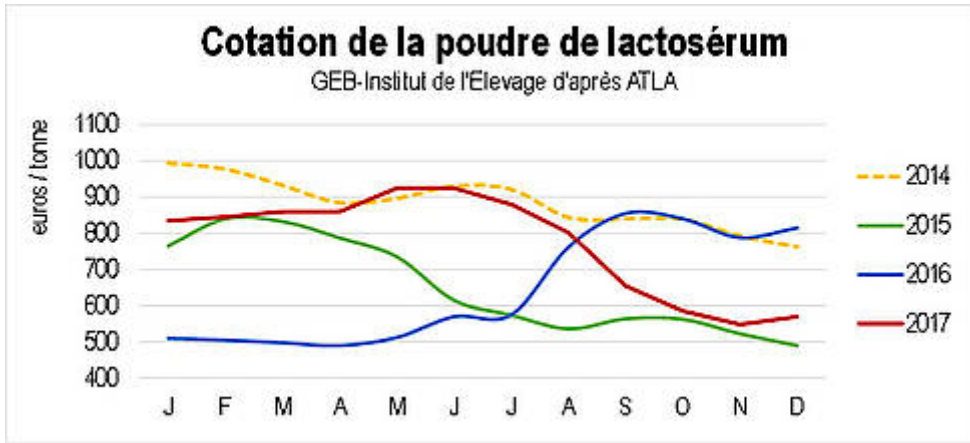
Pour 2018, les effectifs abattus devraient de nouveau se concentrer sur le mois de mars, en raison de l'avancement de 2 semaines des fêtes de Pâques au 1er avril d'une année sur l'autre.

Des cotations légèrement dégradées



En 2017, à Noël comme à Pâques, les cotations se sont révélées sensiblement inférieures à celles de 2016 : 4,23 €/kg vif contre 4,25 € en 2016 à Noël ; 3,17 contre 3,23 €/kg vif à Pâques. L'arrivée tardive des fêtes de Pâques et les reports de volumes de fin d'année plus tôt sur le mois d'octobre ont conduit à un recours accru à la congélation qui impacte le marché en faisant pression sur les prix. A cela s'ajoute la perte de vitesse du marché historique italien, dépassé pour la première fois par le marché portugais plus porté sur le congelé.

Des aliments d'engraissement moins chers fin 2017



Les achats de poudre de lait et de lactosérum constituent le premier poste de charges, environ 50% du coût total. Les campagnes de Noël 2016 et de Pâques 2017 ont ainsi été difficiles pour les engraisseurs qui ont supporté une hausse des cours des aliments sans hausse des cotations des chevreaux. La détente qui s'est opérée sur ces aliments à partir de juillet leur a été plus favorable et devrait se poursuivre jusqu'à la période clé de Pâques 2018.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

Matières premières, des cours au plancher

Les récoltes abondantes et la concurrence forte sur les marchés d'exportation maintiennent la pression sur les cours des matières premières agricoles.

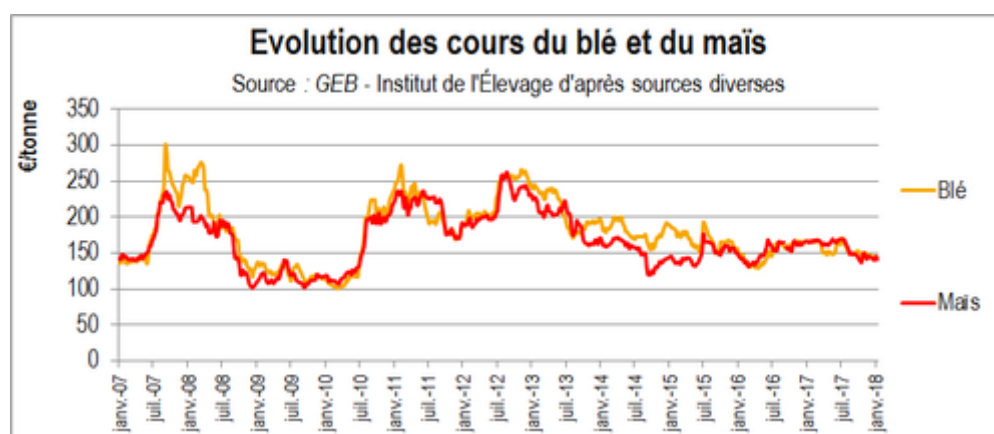
Les marchés des céréales sont plombés par l'abondance des disponibilités mondiales. La production de blé en 2017/2018 devrait être proche sinon supérieure à celle record de la campagne précédente. Les fortes baisses de production enregistrées aux États-Unis et au Canada devraient être plus que compensées par les hausses dans l'UE-28, en Russie, en Inde et en Chine. La rude concurrence sur les marchés d'exportation, menée par les fortes exportations russes, maintient une pression importante sur les cours mondiaux.

Ainsi, si la récolte française de blé tendre a été bonne avec 38 millions de tonnes (soit +6% par rapport à la moyenne 2012-2016) et les exportations vers les pays membres de l'Union européenne sont en hausse, la concurrence russe et argentine et la fermeté de l'euro face au dollar pénalisent les ventes vers les pays tiers.

Le blé départ Eure et Loir a ainsi perdu près de 10 €/t sur le dernier trimestre et termine l'année juste proche de 145 €/t, 14% sous son niveau de fin 2016.

La situation du maïs est relativement proche. La production mondiale de la campagne 2017/2018 devrait être en recul par rapport au record de la campagne précédente, mais s'afficher comme la deuxième production historique la plus élevée. Le maïs français, dont la récolte 2017 est annoncée en hausse de 11% /2016, subit la pression des importations plus attractives dans l'UE-28, notamment en provenance du Brésil. Seules les conditions météorologiques en Amérique du Sud et l'évolution de la grippe aviaire en Asie pourraient à court terme tirer les cours du maïs.

Ainsi, le prix du maïs français est resté relativement stable au 4^{ème} trimestre 2017, et termine l'année aux alentours de 140 €/t, un niveau inférieur de 15% à celui de fin 2016.



Pression sur les cours des oléagineux et de la protéine

Les fondamentaux du marché des oléagineux sont restés lourds en fin d'année 2017, pesant sur les cours. La production de la campagne 2017/2018 pourrait être équivalente à celle de la campagne record précédente, voire légèrement inférieure. Le retard dans les exportations étatsuniennes pèse également sur les prix que seules les conditions hydriques en Argentine pourraient faire rebondir. Le cours du colza s'inscrit dans le sillage de celui du soja, les anticipations sur une hausse du prix de l'huile de palme et la vague de froid au Canada, lui permettant de se redresser seulement début 2018.

Le prix de la protéine a suivi celui de la graine. Le tourteau de soja termine l'année aux alentours de 310 €/t (-15%/2016), son niveau le plus bas depuis 2011. Le cours du tourteau de colza se maintenait sous les 200€/t (-8%/2016).

Gruppe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)